



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 23

février 2023

Belle et heureuse année !

Avec un peu de retard ! Et par les temps qui courent, pas facile de dire « excellente année ». Alors nous souhaitons à toutes et tous la meilleure année possible. Qu'elle permette à chacun·e de réaliser ses désirs les plus chers.

Parmi les multiples vœux dont nous pourrions abreuver nos compatriotes de l'hexagone et autres citoyen·ne·s de la planète, nous en choisissons quelques-uns :

- l'abandon du projet de retraite à 64 ans et le retour à 60 ans
- des mesures fortes pour ne pas faire mentir l'égalité du fronton de notre république : égalité entre femmes et hommes, et une autre répartition des richesses
- des décisions chocs, avant qu'il ne soit trop tard pour sauver notre planète
- le retour à la paix dans toutes les régions du globe ensanglantées par la guerre : armée russe hors d'Ukraine, mais aussi arrêt de la colonisation et de l'apartheid d'Israël en Palestine
- la Liberté pour le peuple Ouighour opprimé par le pouvoir chinois génocidaire et pour le peuple Iranien en révolte contre le régime des mollahs

Loin d'étouffer nos rêves, réveillons-les en participant, chacun·e à sa mesure, à leur réalisation !

Nous avons participé à deux cérémonies de vœux :

- Celle du Maire aux habitant·e·s de Quetigny le 13 janvier. L'occasion pour Rémi Détang et sa majorité de rappeler les difficultés auxquelles la commune devra faire face à la hausse du coût de l'énergie et de la vie en général. Si le satisfecit sur l'opération « Cœur de ville » a pu combler sa majorité, elle n'a toujours pas convaincu beaucoup d'autres, dont nous sommes. Cette cérémonie aura aussi été l'occasion de rappeler certaines priorités d'action en direction des jeunes et des plus démunis.

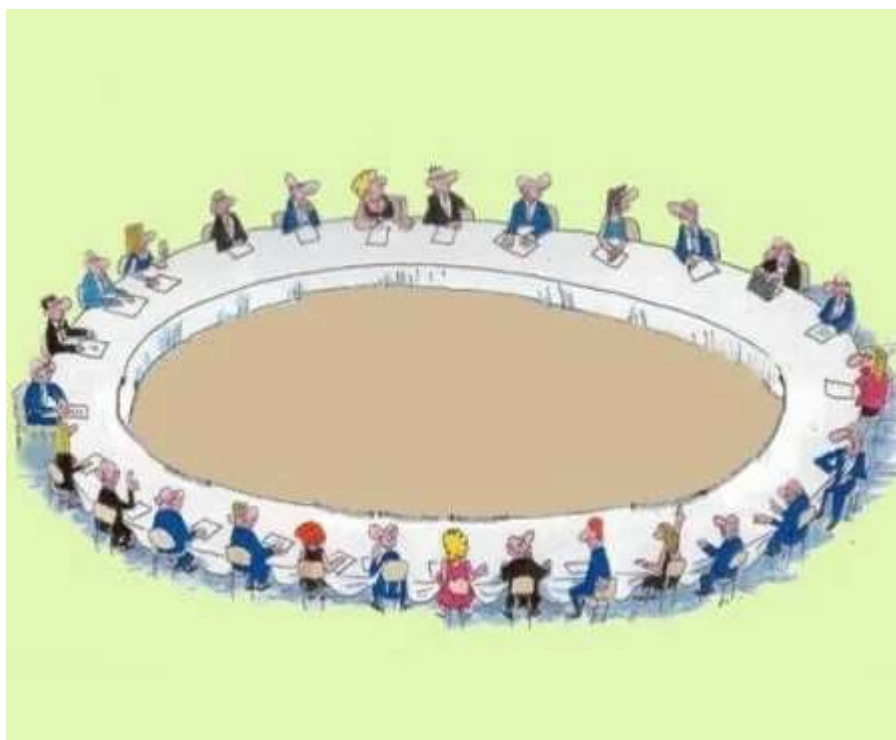
Ce rassemblement sans beaucoup de surprise aura permis aux quelque 300 participants rencontres et échanges, indispensables à la qualité du vivre ensemble dans notre commune.

- Celle du Maire à nouveau, le 20 janvier, aux agents municipaux qui assurent le service public dans notre commune et que nous avons peut-être tendance à oublier. Sans elles et eux, la vie au quotidien serait tout simplement impossible.

Plus de 200 personnes se sont retrouvées salle de la Colline pour écouter Rémi Détang les remercier pour leur action et leur dévouement, et aussi pour applaudir les médaillé·e·s de toutes sortes : bons et loyaux services, ancienneté, responsabilité, départ à la retraite, etc.

Moments chaleureux et touchants prolongés par le verre de l'amitié.

Belle et heureuse année à toutes et tous !



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 23

février 2023

Au Conseil municipal du 31 janvier 2023

Peu de délibérations lors de ce Conseil. La fermeture de trois classes à Quetigny, prévue à la prochaine rentrée scolaire, qui n'était pas à l'ordre du jour, aura néanmoins constitué l'élément le plus marquant de cette session du Conseil.

Fermeture de trois classes à Quetigny

En préambule, le Maire a lu un courrier adressé à Madame Coq, directrice académique de l'Éducation nationale, argumentant contre le projet de fermeture de ces trois classes à Quetigny : une à l'école élémentaire des Huches, une autre à l'école élémentaire des Aiguisons et la troisième à la maternelle de Nelson Mandela. Une « clause de revoyure » est prévue en juin prochain pour confirmer ou infirmer en fonction des moyens et des effectifs disponibles ([voir notre Lettre n° 22](#)).

Cette décision de l'Académie est la conséquence d'un mécanisme qui prend en compte essentiellement la baisse de la population (Quetigny a perdu 600 habitants entre 2013 et 2019 : Insee) sans tenir compte de la position sociale des familles concernées par ces fermetures ni de la perspective, à court terme, d'une augmentation du nombre d'enfants en âge scolaire qui viendront habiter les nouveaux logements du cœur de ville.

Moulay Jellal, adjoint à l'action éducative, est chargé de conduire, en lien avec l'inspectrice d'Académie de Dijon-Est, un travail sur la redéfinition du périmètre scolaire.

Nous avons voté POUR la désignation de Moulay Jellal au **conseil d'exploitation du Lycée agricole** de Quetigny en remplacement de Rémi Détang. Le groupe ETIQ s'est abstenu.

Nous avons voté POUR la mise à disposition de 3 agents municipaux au CCAS dans le cadre d'une nouvelle organisation interne **au sein du pôle solidarité**.

Nous avons également voté POUR :

- les nouveaux **tarifs de la grande crèche**, tarifs qui tiennent compte désormais du barème établi par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
- les nouveaux **tarifs de la salle municipale de la Colline**, tarifs qui augmentent sensiblement pour les particuliers et les entreprises ou organismes extérieurs, mais qui restent très préférentiels pour les particuliers et associations de Quetigny.

Le prochain Conseil se tiendra le mardi 14 mars à 19 h.

Vous pouvez suivre le déroulement de ce conseil sur la page YouTube de la mairie : <https://www.youtube.com/watch?v=LSsRGau-9VU&list=PLdoJJpldsYI5-Ei0Zxgtb3733WNetRcXi&index=26>



La Lettre

n° 23

février 2023

Quetigny-Chevigny : la zone folle de l'improbable voisinage !

Nous avons déjà évoqué cette zone où nos territoires s'entremêlent à plusieurs reprises...

Le plus récemment, c'était au sujet de la très chère passerelle ([Lettre n° 21](#) d'octobre 2022 « De l'oseille pour passer la Mirande »), mais cette zone est tellement remplie d'autres folies qu'il nous a semblé nécessaire d'y revenir une nouvelle fois.

En citoyen responsable et soucieux de notre environnement et de la planète, gagnons donc la zone « FEQC » : Folies Enchevêtrées Quetigny-Chevigny, par une piste cyclable qui relève plus des montagnes russes que d'un doux ruban roulant tant son état est dégradé !

On aurait pu croire qu'il aurait été judicieux de profiter d'importants travaux sur l'avenue du 8 mai 1945 pour déplacer la bande de circulation cycliste qui, là où elle est actuellement, ne pourra qu'être toujours cahoteuse, eu égard à la présence des racines de nos beaux et grands arbres du parc ces Cèdres... mais que nenni !

Il est bien joli de refaire les trottoirs et bordures de cette avenue qui est une route départementale (D108) ; mais s'est-on intéressé au flot grandissant de circulation automobile qui, plusieurs fois dans la journée désormais, la sature complètement ? Visiblement pas !

Continuons notre chemin en nous éclaboussant de gadoue très blanche qui tache bien (nous sommes à vélo, d'accord ?) lorsque nous longeons le stade. Oui, à cet endroit, il n'y a plus de racines qui vous font sauter comme des crêpes (c'est la période, d'accord, mais bon...) sur notre selle, mais un ruban sableux (*voir ci-contre*) qui, en dépit d'un entretien régulier, est sans cesse jonché de trous et autres nids de poules... La situation de ce stade est d'ailleurs paradoxale, puisqu'il est implanté seulement pour un

tiers sur la commune alors que les deux autres s'assoient sur le territoire de nos voisin·e·s chevignois·es, soit dit au passage. On continue dans une zone que nous pourrions qualifier d'improbable car non marquée au sol comme étant la piste cyclable, et traversée par de nombreux jeunes sortant du stade ou du lycée agricole. Revêtement constitué principalement de rapiécages : c'est sans doute le patchwork qui tient lieu de tapis rouge lors des victoires de matchs... Toujours est-il que ça tressaute toujours, et que c'est dangereux car non signalé, ni pour les piétons, ni pour les cyclistes !

Quand enfin on arrive à une partie de beau ruban asphalté longeant le stade, on est un peu apaisé. Au passage, on aura pu admirer (*voir photo de titre*) le carrefour numéro 1 de la folie : un stop absolu, vidéo-surveillé, élément kafkaïen du système néo-ducal de vigilance verbalisatrice robotisée, crée un embouteillage pour le franchir, en laissant la priorité à un bus de liane 7 toutes les 10 à 16 minutes... Irrationnel, quand tu nous tiens !



Alors oui, évidemment, il est important et même primordial de donner la priorité aux transports en commun, mais il serait sans doute assez facile, nous semble-t-il, d'imaginer un système permettant une meilleure cohabitation des moyens de déplacement.

Attention ! Nous arrivons à la chère (210 000 € quand même !) passerelle de la Mirande : par temps mouillé et/ou froid, il est impératif de prévoir un quasi arrêt pour la passer, tant les grilles, qui forment bande de roulement en métal à trous, sont dangereuses. Peut-être est-ce en prévision du déploiement d'une zone pastorale dans le bassin de rétention situé de l'autre côté de la route, pour éviter, par la présence du vide, le passage des animaux ?

Si on l'emprunte en sens inverse, le « s » que l'on dessine est lui aussi un danger, qui double celui du sol glissant, puisqu'un raccordement sur la partie partant plus loin le long du stade comporte un dénivelé là encore non signalé et quasi invisible.

Nous cheminons désormais sur la partie chevignoise du ruban cyclable, passant facilement le grand rond-point dit de la Visitation ;

C'est ensuite une vraie voie vélo, en site propre et séparée de la route pour les voitures (D107) par une agréable et sécurisante haie végétale, qui nous emmène dans la nouvelle zone commerciale.

Au passage, on aura croisé sur la D108 l'aménagement routier le plus imbécile (dixit notre actuel premier édile de Quetigny), qui consiste à couper la circulation par un rond-point percé en son diamètre (dispositif extrêmement rare en France, soyons fiers !) et doté d'un feu tricolore priorisant les bus (ce qui est, disons-le encore, louable en soi, mais fait tourner en [demi-]rond les voitures les 9/10èmes du temps pour rien)...

On admire ensuite la future école privée Sainte Élisabeth de la Trinité, du groupe des Arcades, entre l'église et le « petit bois de Mac Do » (dont on peut dire qu'en dépit de la malbouffe servie sous cette enseigne peu discrète, l'aménagement est bien réussi).

Une fois cette école en service, gageons que l'autre flot tout aussi incessant de la D107 arrivant du hameau de Mirande sera encore renforcé, ou (devrions-nous dire) contribuera à parfaire la ceinture de saturation quetigno-chevignoise !



La municipalité a réaménagé son nouveau (et sans doute onéreux) rond-point d'entrée de ville où nous sommes désormais. Le coup d'œil est agréable et permet de patienter face à une belle vue quand on est bloqué dans les encombrements...

Laissons là le beau ruban car nous allons nous éloigner de notre territoire ! Tournons à droite et tentons de regagner Quetigny par la rue Jean-Baptiste Say : Mac Do à droite, Colruyt à gauche, caserne des pompiers de l'Est Dijonnais : une rue récemment — et plutôt bien — aménagée. Enfin arrivé sur la placette du "bout mince", c'est le cul-de-sac : de nouvelles entreprises (magasins, garage et kiné) se sont installées et ont aménagé leurs abords, mais ont rendu impossible ce qui était très simple autrefois : rejoindre à pied ou en vélo le chemin pourtant récemment bien refait (*photo page suivante*) qui prend au niveau du central téléphonique et longe le bassin de rétention. Le cheminement est agréable, végétal et arboré. Demi-tour forcé jusqu'au rond-point... mais, ô surprise ! au moment d'arriver vers le centre informatique de la Banque Populaire, on retombe dans un bourbier entre la Mirande et la voie en site propre du bus !

Notre périple peut reprendre par des pistes cyclables vers la zone commerciale du Grand Marché où, nous l'avons déjà dit, la circulation vélo est des plus périlleuses...

La saturation des voitures est, de plus en plus, alimentée par un autre flot incessant venu de l'Arc via le boulevard Jean Jaurès.

Ainsi, la zone imbriquée de nos deux communes voisines est en double saturation, désormais permanente, par ses différents accès. On en modifie et réaménage certains, alors que de l'aveu même du président de la Métropole, la question de l'étude de prolongement du tram sur l'Est dijonnais est lancée...

Mon œil ! Il y a bien longtemps que différentes possibilités ont été mises sur le papier. C'est plutôt que le secret absolu se doit d'être maintenu sur les différentes possibilités : faute d'associer en amont les habitant·e·s, il est évident que ce sera une fois de plus des projets déjà tout ficelés qui seront livrés à des enquêtes publiques où les possibilités de faire bouger les choses ne seront que très marginales ! Pourtant, sans beaucoup se compliquer la vie et en étant un peu imaginaire, il est facile de proposer différentes éventualités écologiques en les soumettant à une critique large et vraiment populaire :

- trolleybus électriques (les bus articulés de la liane sont fumants et polluants à souhait) sur des voies propres en partie existantes

- différents prolongements du tram sont possibles :
branche vers Chevigny à partir de Grand Marché en suivant l'avenue de Bourgogne (qui diviserait par deux la fréquence des trams au terminus actuel pour les Quetignois du centre, de l'Est et du Nord) ;
prolongation de ligne au-delà de la Place Centrale en longeant les parcs de Quetigny et le stade (possible mais plus chère et imposant une plus grande vigilance environnementale) ;
et pourquoi pas (soyons ambitieux !) une grande boucle à double sens vers



Mirande, en parallèle de la piste cyclable, desservant le centre de Chevigny, la nouvelle zone commerciale décrite plus haut, le crématorium, puis rejoignant l'actuelle voie de tram, par exemple au niveau de la Maison de l'Innovation...

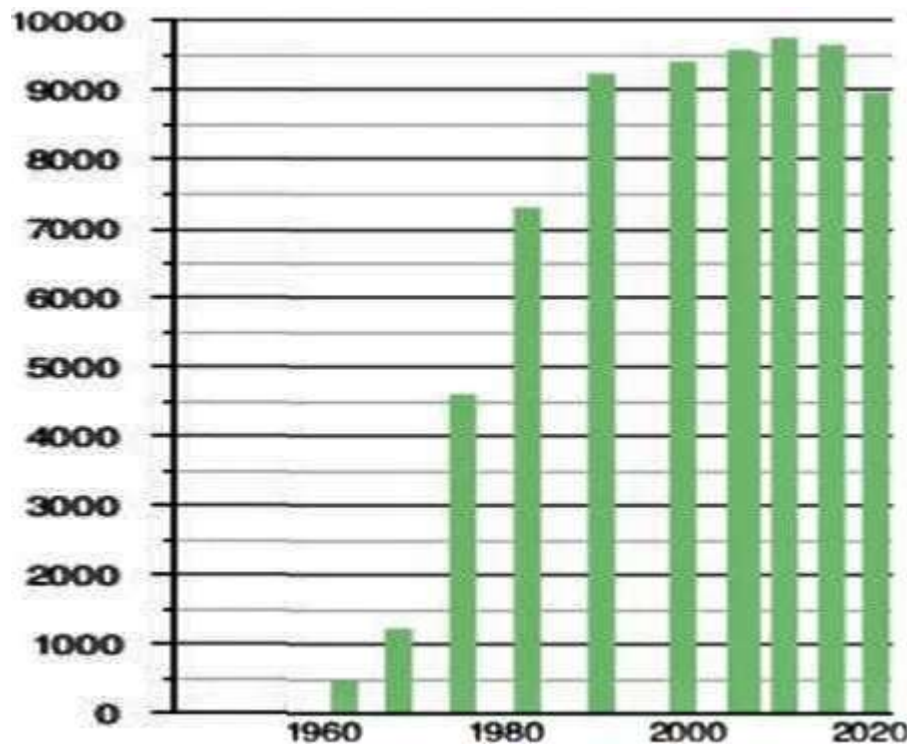
Bien d'autres solutions sont envisageables, que beaucoup d'utilisateurs quotidiens pourraient suggérer.

Nous voyons donc bien, en zoomant sur cette petite zone d'imbrication de nos deux communes de Quetigny et Chevigny, que faute de prendre le temps et d'accepter la démocratie participative de proximité, on rend encore plus difficile le vivre ensemble et on peine à voir la prise en compte d'un véritable développement des modes de déplacement doux.

En complément et pour aller plus loin, ci-dessous le lien vers une interview par France 3 Régions de notre cher néo-duc François...

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte/cote-d-or/dijon/tramway-de-dijon-vers-une-extension-du-reseau-au-sud-et-a-l-est-2667356.html>

Pour récompenser toutes celles et tous ceux qui auront eu le courage de lire jusqu'au bout cet article un peu compliqué et nécessitant un sens de l'orientation hors pair, une prime bien méritée : vous pouvez aller retirer à la mairie de Quetigny une pompe à vélo gracieusement offerte ! Dites-leur que vous venez de notre part...



La Lettre

n° 23

février 2023

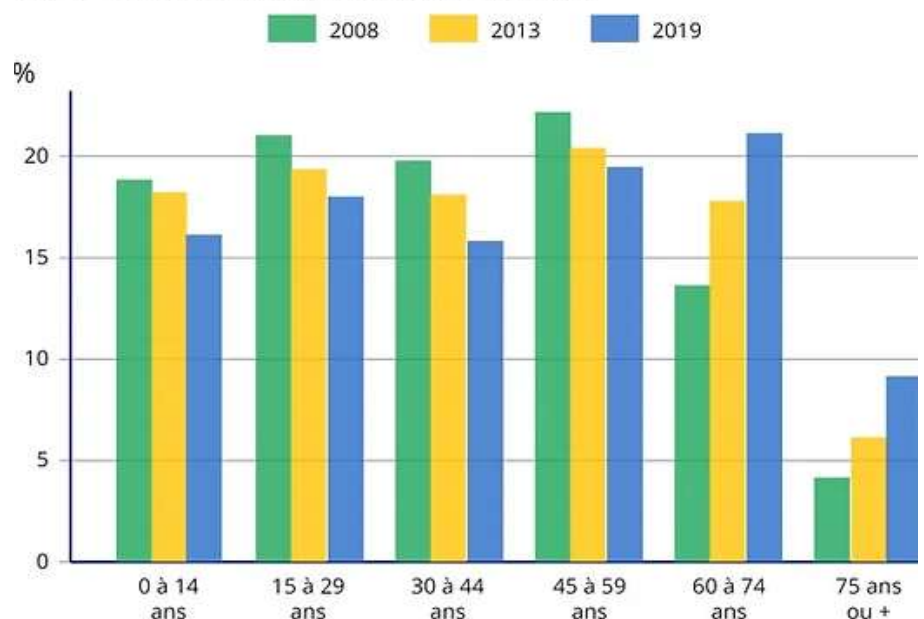
Quetigny vue par l'INSEE

Chaque année, l'Insee publie des données statistiques, entre autres sur les régions et les communes de France. Actualisées à partir du dernier recensement de population, elles permettent de se faire une idée de l'état de notre ville. Que nous apprend celle récemment parue sur Quetigny et sur son évolution démographique et économique au 31 décembre 2019 ?

À la fin 2019, Quetigny comptait 9 099 habitants, soit 600 de moins qu'en 1993, une des années où sa population était la plus élevée, avant de connaître un recul significatif. Les raisons en sont multiples :

- La chute du solde naturel, c'est-à-dire la différence entre les nombres de naissances et de décès. Cette différence, encore positive aujourd'hui, est toutefois quatre fois moindre qu'en 1999. Le taux de natalité est en forte baisse tandis que le taux de mortalité augmente. C'est le signe évident du vieillissement de la population quetignoise qui a connu une forte progression jusqu'à la fin des années 1980, un équilibre jusque vers 2015 et un recul par la suite. En 2019, le tiers de nos concitoyens avaient plus de 60 ans et 10 % plus de 75 ans. Le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 2,64 en 1999 à 2,18 en 2019.

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



- Le solde négatif des entrées et sorties de notre commune, l'un des plus élevés de l'agglomération. Les raisons du départ sont difficiles à connaître. Si l'offre qualitative de logements peut être une des causes, ce n'est pas leur nombre — en légère augmentation — qui l'explique. La situation de l'emploi, la qualité de vie, les choix d'habiter ailleurs pour des raisons familiales ou du fait de la retraite peuvent aussi intervenir.

La perte d'habitants dans une commune entraîne inévitablement des fermetures de classes, un manque de ressources fiscales pour la commune, etc. et l'on comprend aisément le souci de responsables de la majorité municipale d'enrayer cette chute démographique, comme l'ont fait ou ont tenté de le faire la plupart des communes du Grand Dijon.

Le choix effectué à Quetigny a porté essentiellement sur la construction de logements en centre-ville. Environ 600 logements sont sortis ou vont sortir de terre d'ici à 2025. Vont-ils permettre à la démographie locale d'atteindre le chiffre fatidique de 10 000 habitants tant convoité par la majorité municipale ? La construction de logements peut-elle soutenir à elle seule une telle dynamique ? Rien n'est moins sûr.

- L'emploi à Quetigny se rétrécit : 6 631 emplois sur la commune en 2008 et 6275 en 2019. La part des actifs habitant la commune ayant un emploi et y travaillant baisse lentement et ne représente plus que 23 % : 800 personnes sont employées à Quetigny sur les 3 486 actifs ayant un emploi et résidant dans notre ville. Si nos concitoyens trouvent moins d'emplois sur place, ils auront tendance à changer de lieu de résidence,
- Les types de logements achevés ou en cours seront-ils en capacité de redynamiser la ville, d'accueillir et surtout de stabiliser une population jeune sur la commune, alors que plus de 200 logements sur les 600 construits ou prévus sont destinés à accueillir une population âgée ?
- La demande de logements pour habiter Quetigny est-elle aussi forte qu'estimée ? Les premières tranches de logements semblent avoir trouvé des acheteurs — pas forcément des locataires pour certains — mais qu'en est-il pour les deux bâtiments prévus près de l'immeuble inter-générationnel, dont le promoteur a déjà changé et qui attendent toujours le début des travaux ?
- Les logements vides à Quetigny ne sont certes pas légion, mais leur nombre s'accroît régulièrement : 95 en 2008, 141 en 2019 pour un peu plus de 4 200 au total.

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Ensemble	351	1 344	2 373	3 184	3 578	4 075	4 258	4 287
Résidences principales	314	1 315	2 287	3 072	3 458	3 959	4 106	4 100
Résidences secondaires et logements occasionnels	7	4	30	23	22	22	29	46
Logements vacants	30	25	56	89	98	95	123	141

La question du logement à Quetigny est évidemment dépendante de la situation de l'agglomération. En 6 ans, sur Dijon Métropole, le nombre total de logements a progressé de 9 381 pour atteindre 142 678 en 2019 tandis que le nombre de logements vacants s'est accru de 614 pour un total de 9 691. Dans le même temps, le nombre de résidences secondaires ou occasionnelles a explosé : + 1446, soit + 62 %. On constate, à des degrés divers, la même évolution dans la plupart des communes de l'agglomération. Les responsables métropolitains répètent à l'envi qu'il y a une très forte demande de logements sur

l'agglomération. De quelle demande s'agit-il ? D'une demande de première nécessité pour se loger à un prix abordable ? D'une demande des plus aisés pour bénéficier d'un pied à terre ou une résidence secondaire comme semble le montrer l'évolution récente ?

Et d'où viennent ou viendront les nouveaux habitants de Quetigny ?

D'une autre commune de l'agglomération ? Des zones rurales du département ou de la région qui n'arrêtent pas de se dépeupler ? D'autres départements ou d'autres régions ?

La Bourgogne-Franche-Comté a perdu près de 20 000 habitants entre 2013 et 2019. La Côte d'Or ne doit son évolution positive qu'à la densification de Dijon : + 5 000 habitants pour Dijon en 6 ans contre seulement + 4 363 pour le département. La plupart des villes secondaires du département sont en perte démographique : Beaune, Montbard, Chatillon-sur-Seine, Semur, Gevrey, Nuits, Seurre, Arnay, etc. Tous les départements de la région, à l'exception de la Côte d'Or et du Doubs, enregistrent des pertes importantes de population.

Dijon est la seule grande ville de la région qui gagne significativement des habitants ; la population de l'autre pôle métropolitain, Besançon, reste stable.

La stratégie du Grand Dijon est celle d'une croissance volontariste qui entraîne l'ensemble des communes de l'agglomération dans une dynamique sans fin depuis une vingtaine d'années. On en voit les conséquences sur les zones rurales du département et sans doute au-delà. N'est-il pas temps d'inverser la logique de concentration urbaine de la métropole qui densifie l'habitat au détriment des autres villes et dégrade la qualité de vie des métropolitains qui sont victimes de cette densification, pas souvent heureuse ?

Pour en savoir plus :

Quetigny : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-21515>

Dijon Métropole : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-242100410>

Dijon : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-21231>



"Réforme" des retraites : malheur aux plus fragiles !

En septembre dernier, Emmanuel Macron a dû se jeter goulûment sur le *rapport annuel du Conseil d'Orientation des retraites*, espérant y trouver de bonnes raisons pour mettre en route "sa" réforme des retraites, dont il rêve depuis le début de son premier quinquennat, et qui était bien mal partie lorsque le Covid nous est tombé dessus. Cet organisme, placé sous l'autorité de la Première ministre et composé de 41 personnalités, comporte certes 11 membres issus de syndicats, 2 députées de gauche (socialiste et EELV) et 2 représentants des associations (total 15 membres), mais surtout 6 parlementaires de la droite et du centre, 5 patrons, 9 membres de la Haute administration et 6 "personnalités qualifiées" (total 26 membres) ; pas trop de risques, donc, de le voir freiner l'ardeur réformatrice de notre Président...

Pourtant, le COR montre que la "dynamique des dépenses de retraite est globalement toujours contenue par rapport à l'évolution de la richesse nationale", et que ces dépenses devraient rester "globalement stables jusqu'en 2027". Même si, parmi les scénarios élaborés pour 2028-2032 en fonction de la conjoncture, certains sont plus inquiétants pour le financement du système, le COR affirme qu'il s'agit "d'un artefact lié à la méthode de projection" et que "rien ne permet d'anticiper que la conjoncture économique sera particulièrement déprimée sur la période 2028-2032". Quant à la période 2032-2070, "malgré le vieillissement progressif de la population française, la part des dépenses de retraite dans la richesse nationale serait stable ou en diminution" ; mais le COR attire l'attention sur le fait que ce résultat prend déjà en compte l'effet des "réformes déjà votées" (cf. la réforme Touraine sous Hollande), et anticipe "une diminution relative — et non absolue — du niveau de vie des retraités par rapport à l'ensemble de la population". Notre avis est que cela peut être compensé par des politiques publiques, sociales et fiscales, plus favorables aux retraités !

Certes, l'hypothèse d'un déficit croissant de nos régimes de retraite ne saurait être exclue, mais les chiffres n'ont rien d'alarmant ; et de toute évidence, augmenter le temps de travail des salariés au cours de leur vie n'est qu'un moyen parmi d'autres de le résorber...

Bruno Palier, directeur de recherche CNRS, spécialiste reconnu des retraites, qui certes juge une réforme de celles-ci nécessaire (à condition qu'elle soit planifiée sur le long terme et réellement concertée) insiste sur la grande variété des paramètres sur lesquels on pourrait jouer (durée de cotisation, montant des cotisations des salariés, taux d'emploi des salariés (en particulier entre 55 et 62 ans), montant des cotisations patronales... et constate que le gouvernement a choisi "le plus injuste" : le critère d'âge, alors qu'une femme (à la carrière "hachée") obtient au même âge une retraite très inférieure à celle d'un homme, et qu'un ouvrier a sept ans d'espérance de vie de moins qu'un cadre ! Les plus défavorisés paient les retraites des gens aisés... Le chercheur ajoute même (sur France Info le 3 février) : "Forcer les perdants de la mondialisation à travailler plus longtemps va attiser la colère sociale qui nourrit le RN" !

En prenant maintenant en compte d'autres publications récentes, clairement militantes, comme le *Petit guide contre les bobards de la réforme des retraites* édité par Attac, on se rafraîchit les idées !

Il se félicite de l'abandon en 2020 de la réforme Philippe-Delevoye, qui, en passant à la retraite universelle par points, faisait éclater l'architecture du système (calcul des pensions en annuités, pluralité des régimes de retraite, forte diminution des solidarités...).

Il montre que l'objectif de la réforme Borne-Dussopt est la réduction des dépenses publiques pour rassurer la Commission européenne par la baisse des pensions, l'incitation pour ciels qui le peuvent à les compléter en se tournant vers les complémentaires (retraite par capitalisation)... et, à terme, la destruction du système de retraite mis en place en 1945-46 (époque ô combien difficile !) par Ambroise Croizat pour que l'assurance vieillesse n'assure plus seulement "la survie des retraités", mais une "nouvelle étape de leur vie"...

D'ailleurs, Macron, fragilisé par le rapport du COR qui délégitimait son projet, a prétendu il y a quelques semaines que "sa" réforme pourrait financer les politiques publiques, aggravant son cas en mélangeant *cotisations* des partenaires sociaux et *impôt* de l'État... Les économies potentielles sur les retraites sont d'ailleurs infimes face aux besoins dans la santé, l'éducation ou la transition énergétique !

Elisabeth Borne, elle, a prétendu « faire le choix de la concertation » avec les syndicats ; mais leurs propositions n'ont pas été retenues.

À Dussopt qui prétend que "la France n'a plus les moyens de financer le déficit des retraites", le *Petit guide* répond que celui-ci résulte des exonérations de cotisations sociales et du blocage des taux pour employeurs et salariés alors que le nombre de retraité·e·s augmente. Il fait remarquer que l'économiste Michaël Zemmour situe l'équilibre du système en 2027 au niveau de + 11 € de cotisation vieillesse par mois pour une personne au SMIC, + 22 € pour une personne au salaire moyen, et 2 fois moins si les employeurs paient leur part. C'est peu !

Le dernier point traité par le guide d'Attac est la question fondamentale des inégalités d'espérance de vie (en particulier en bonne santé) entre retraité·e·s. Il est au cœur d'un autre document, le *rapport d'Oxfam*, paru en janvier, sur l'injustice de la réforme de Mme Borne.

La branche française de l'association humanitaire (confédération de vingt organisations caritatives affiliées dans le monde), dirigée par Cécile Duflot, a accompli un gros travail militant pour décortiquer "une réforme injuste, inutile, impopulaire", qui fait froid dans le dos.

La réforme aggrave les injustices déjà dramatiques dans l'espérance de vie en France : entre les hommes les plus pauvres et les plus riches, l'écart d'espérance de vie est de 13 ans ! À l'âge actuel de la retraite, 1/4 des hommes les plus pauvres sont déjà morts, contre 6 % des plus riches. Avec un âge légal de départ à 64 ans, 1/3 des plus pauvres, ceux qui exercent les métiers les plus pénibles, auront perdu la vie, après avoir cotisé toute leur carrière pour payer la retraite des générations précédentes...

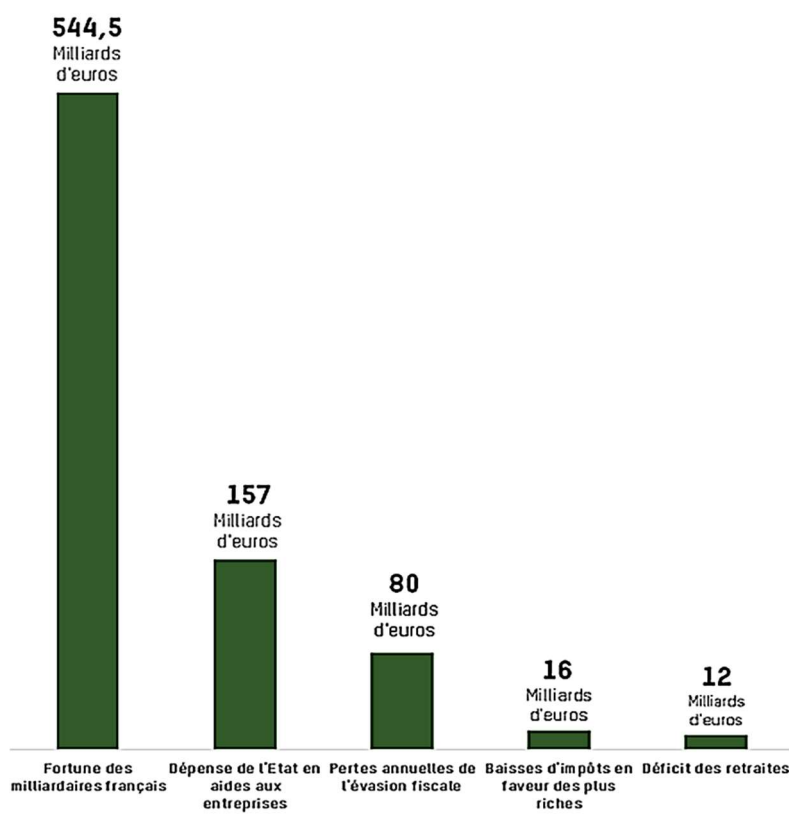
Si les plus riches disposent d'un patrimoine leur permettant de s'affranchir de la réforme et de partir plus tôt sans devoir compter sur la solidarité nationale, ce n'est pas le cas des plus pauvres, qui n'ont pas d'autres moyens de subsistance.

L'espérance de vie en bonne santé n'augmente plus. Elle est de 64 ans pour les hommes et 65 ans pour les femmes ; mais à 35 ans, un cadre peut en moyenne vivre encore 34 ans sans problèmes sensoriels et physiques ; c'est 10 ans de moins pour un ouvrier !

1,4 million de personnes entre 53 et 69 ans ne perçoivent ni revenu d'activité ni pension de retraite. Ces "seniors sans emploi", qui vivent de pensions d'invalidité ou de "minima sociaux" — surtout des femmes — souffriront, avec la réforme, plus longtemps de cette précarité.

Si les 3/4 des hommes partent avec une carrière complète, ce n'est le cas que pour la moitié des femmes, aux salaires bas, au temps de cotisation réduit (soins aux enfants, temps partiels...), et une durée légale de cotisation plus longue rend une carrière incomplète plus pénalisante.

Enfin, la prise en compte de la pénibilité dans les carrières est défavorable aux femmes. Alors que les accidents du travail et congés maladie augmentent chez les hommes et diminuent chez les femmes, les critères de pénibilité concernent surtout les métiers les plus masculinisés, alors que les femmes sont surexposées aux risques psychosociaux, ignorés par le projet de réforme.



Conclusion d'Oxfam France :

La réforme n'est pas nécessaire, puisque le COR constate que la trajectoire financière est maîtrisée.

Les mesures fiscales prises sous les quinquennats Macron ont avant tout bénéficié aux plus riches et aux grandes entreprises (souvent polluantes, d'ailleurs)...

Sur les 10 dernières années, pour 100 € de richesses créées en France, 35 € ont été captés par le 1 % des Français-es les plus riches, 32 € par les 9 % suivant·e-s. Les 50 % les plus pauvres n'en ont capté que 8 €.

On peut aussi trouver des ressources fiscales en augmentant les salaires : si par ex. les femmes étaient payées comme les hommes, on toucherait 5,5 milliards d'€ de cotisation retraites.

Le gouvernement fait le choix de baisser les cotisations, en asséchant donc le système de retraite, pour faire croître le salaire net. Mais ce n'est pas une véritable augmentation, puisque c'est du salaire différé en moins pour les salariés...

Enfin, les précédentes réformes des retraites ont déjà fait diminuer l'espérance de vie à l'âge de la retraite. Avec le passage de la retraite à 62 ans, on a déjà fait augmenter la durée du travail obligatoire plus vite que l'espérance de vie !

Le refus d'augmenter les contributions des plus favorisés, qui est la motivation principale de la réforme des retraites, va donc à contre-sens de la construction d'une société plus juste.

La France a de quoi financer son système de retraite. C'est une question de choix politique !



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 23

février 2023

Retraites : chronique d'une mobilisation

mercredi 11 janvier :

Nous savons depuis quelques jours que Macron est décidé à faire voter en ce début d'année "sa" réforme des retraites (avec les voix des "Républicains" des deux assemblées, faute de majorité). Les opposants se rangent en ordre de marche, et la NUPES met à notre disposition deux affiches : l'une pour une réunion publique le 19 janvier — avec toutes les composantes de l'Union — à la mairie de Chenôve, l'autre pour une marche à Paris le 21 janvier, sous la houlette d'un grand nombre d'organisations de jeunesse. Nous préparons la colle, nous allons



chercher les affiches, et un joyeux trio se charge d'ornez les colonnes Morris de la ville. Nous déplorons à nouveau (cf. p. 8 de notre numéro d'avril 2022) le fait qu'aucune de celles-ci n'ait été implantée à proximité de l'« Étouffoir » ou de la ligne de tram, où se rendent tous les Quetignois...

samedi 14 janvier :

Horreur ! Nous découvrons que des ennemis de la liberté d'expression ont cru intelligent de recouvrir sur nos affiches, avec de la peinture noire, les dates et les lieux de nos mobilisations... Qu'à cela ne tienne, nous imprimons aussitôt des affichettes jaunes pour rétablir ces informations ; il faut croire que notre action inquiète certains, tant mieux ! C'est ensuite la tempête "Gérard" qui met à mal une partie de nos affiches, mais notre colle résiste. On peut se préparer avec détermination à une action dans la durée.

jeudi 19 janvier, 14 h :

Répondant à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales (c'est inespéré), plusieurs d'entre nous se retrouvent place de la Libération... et certains ne s'y retrouvent pas, car il faut très vite se rendre à l'évidence : il y a tellement de monde qu'il est impossible de se déplacer ! Le cortège ne démarre, pour nous, qu'après une heure et demie d'attente... Certes un peu "compactés" par la foule, nous sommes



cependant ravis de retrouver une affluence que les anciens, parmi nous, n'avaient connue qu'en 1995, au moment de la réforme — avortée — de Juppé, contre les retraites déjà ! Tous les manifestants ont "la banane", presque incrédules mais ravis. Beaucoup chantent, se trémoussent... Au bout du chemin, vers la place Wilson, une batucada endiablée (à laquelle participe un "réinventeur" de Quetigny) ravit les manifestants ! Nous étions 11 000 selon la police, 13 000 selon les syndicats.

jeudi 19 janvier, 19 h :



Après l'action syndicale, voici la réflexion politique. Quelques centaines de personnes se retrouvent dans la salle des fêtes de la mairie de Chenôve, où le maire Thierry Falconnet (P.S.) nous accueille. Les intervenants sont présentés par Isabelle de Almeida (PCF) et Antoine Peillon (NUPES). Éric Coquerel (LFI)

et Sophie Taillé-Polian (Génération·s) n'ont pu venir (la grève des trains a été très suivie), mais s'adressent à nous en visio sur grand écran. Jérôme Legavre (POI), Pascal Salvoldelli (PCF), Catherine Hervieu (EELV), sur l'estrade, se montrent très convaincant·e·s. Nous applaudissons, nous engrangeons des arguments pour nos proches... Non, le système par répartition n'est pas menacé, puisque le COR nous dit que la branche retraites, aujourd'hui excédentaire, ne devrait connaître qu'un déficit minime jusqu'en 2032 ! Non, une simple visite médicale à 61 ans n'est en rien une solution pour des personnes exposées aux travaux pénibles ! Non, nous n'avons pas à participer à la course du moins-disant social avec d'autres pays de l'Europe libérale ! Non, on ne peut tolérer que les plus pauvres et les plus fragiles, ceux qui ont commencé à travailler tôt, ceux qui ont l'espérance de vie la plus courte dans un pays où l'espérance de vie en bonne santé stagne, se retrouvent premières victimes de la "réforme" ! Non, une loi engageant l'avenir de plusieurs générations ne peut être expédiée en 50 jours de débat parlementaire conclus par un 49-3 ou un 47-1 ! Non, ce ne sont pas l'éducation, la santé, la transition écologique... qui seront financées par la réforme, et oui, les super-profits doivent être taxés (même quelques milliardaires le disent) ! Oui, il faut que plus de femmes travaillent et cotisent, sans carrière hachée et sans décote ! Oui, la productivité du travail augmente assez vite pour assurer l'avenir ! Oui, les "jeunes retraité·e·s" ont du temps pour jouer un rôle très important dans leur famille, dans le milieu associatif, dans la solidarité, dans la société en général, libéré·e·s des contraintes horaires et financières ! Oui, la France a fait au XXème siècle des choix politiques et économiques respectant le monde du Travail et lui donnant dans la société une place et une dignité dont nous pouvons être fier·e·s !

samedi 21 janvier :



Nous prenons l'autocar pour Paris. Petite angoisse : le bus est loin d'être plein, nous faisons deux arrêts en route, notamment à Auxerre pour faire monter des manifestants qui eux-mêmes n'ont pas pu affréter un bus, faute de participants pour le remplir... Y aura-t-il du monde à Paris ? On compte sur la jeunesse ! On arrive vers midi à la Bastille. Peu de monde encore, mais l'ambiance y est !

Après un petit pique-nique sur le pouce et une boisson chaude, on rejoint le cortège qui se forme. Plein de petits, ça réchauffe le cœur. 15 organisations de jeunesse, autant de prises de parole. Les mégaphones et haut-parleurs des voitures nous remplissent les oreilles. Le moral est là, la bonne humeur aussi. On décolle enfin.

On a l'impression d'être en début de manif. Mais pas du tout, malgré nos efforts, on remonte le flot des jeunes (et des moins-jeunes !), on discute, on chante, on applaudit.... et on n'arrive toujours pas en tête de cortège, il y a trop de monde. L'ambiance est chaude, le dynamisme des jeunes est contagieux, on en a presque des frissons ; c'est beau, un peuple en marche pour la justice sociale !

On finit par arriver à Nation à 17 h 30, un peu rincées mais enthousiastes. Les "vedettes" de la France Insoumise sont là, on prend des photos et on échange deux mots : 150 000 personnes, nous dit Manuel Bompard. On est ravies d'être venues et d'avoir vu ça.

jeudi 26 janvier :



Belle manif de nuit à Dijon, pour montrer qu'on est là et qu'on est toujours combattif... Un petit millier de personnes devant la préfecture, dont quelques membres de *Réinventons Quetigny*, flambeau à la main, contents d'être là, qui chantent, font écho aux slogans des jeunes, marchent vers la place Darcy, argumentent avec les passants (et un journaliste de France Info qui diffusera notre parole le lendemain), et surtout pensent de plus en plus que la réforme scélérate ne passera pas. L'enjeu principal est de réussir la journée de mardi. On y croit !

mardi 31 janvier :



[sur le site web: vidéo]

Le gouvernement espérait bien voir le mouvement fléchir... et c'est raté ! Une météo un peu moins clémente, mais encore plus de monde que le 19 janvier dans les rues de Dijon (nous étions 14 000), avec une détermination encore plus forte. Ambiance festive, fumigènes multicolores, beaucoup de chants et de danses tout au long du cortège. Impossible pour la statue de *La Résistance*, place du 30 octobre, de voir en même temps la tête du défilé,

arrivée place Wilson, et la queue, encore sur la place de la République : ravie, elle en tremblait de joie... Nous ferons encore mieux mardi 7 février ; la réforme scélérate ne passera pas !

mardi 7 février :



[sur le site web: vidéo et sons]

QUELQUES ÉCHOS SONORES

C'EST QUAND MANU
QUE TU METS
DES
PAILLETES
DANS NOS
RETRAITES?
FO FO FO.

- ▶ La retraite, elle est à nous !
- ▶ Et partout dans la rue...
- ▶ On va te composer !
- ▶ Lutte avec moi.



La mobilisation ne fléchissant pas, le gouvernement donne quelques signes de faiblesse : il commence à reculer, un tout petit peu, sur les carrières longues... mais sans modifier l'architecture de son projet scélérat. Et ce pour obtenir les voix de la droite (alors que la campagne de Valérie Pécresse préconisait la retraite à 65 ans !) afin d'éviter le 49-3 qui déconsidérerait définitivement Macron pour son 2ème quinquennat. Bien sûr, tout cela, avec les ennuis judiciaires du ministre du Travail, mais aussi l'annonce par Total d'un niveau de profit scandaleusement élevé qui prouve qu'il y a potentiellement de l'argent pour le social, ne peut que nous motiver !

Et nous le sommes ce mardi, sous le soleil. Certes, nous sommes un peu moins nombreux : 9 000 ? (les vacances ont commencé).

Mais jamais il n'y a eu autant de détermination, d'énergie, de sourires, de fraternité — ni autant de gros mots — dans le cortège !

Quand vous prendrez connaissance de cette Lettre, nous serons en train de nous préparer pour la manifestation du **samedi 11 février**. Venez nous y rejoindre, soyons NOMBREU·X·SES !

Pour aller plus loin :

<https://www.cor-retraites.fr/node/595>

<https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/fr/content/bruno-palier-sur-les-reformes-des-retraites.html>

https://france.attac.org/IMG/pdf/petit_guide_retraite_bat_04_page_a_page.pdf

<https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/reforme-retraites-injuste/>



Le 8 mars 2023, rejoignons la journée de grève féministe !

Le 8 mars 2022, un événement était organisé à la Bourse du Travail de Dijon pour célébrer la journée des luttes des femmes pour leurs droits. Rassemblant un public nombreux et varié, cette soirée s'est passée en 2 temps. Le collectif « 25 novembre », composé de très jeunes femmes, a rappelé les charges qui pèsent sur les femmes, et appelé à une grève féministe pour le 8 mars 2023. Puis le film **Debout les femmes!** a été projeté, suivi de témoignages nombreux de femmes travaillant dans les métiers du soin, de l'éducation, de l'aide.

Cette soirée a été un point de départ pour faire du 8 mars 2023 la journée de la première grève féministe à Dijon. Et depuis l'été dernier, l'Assemblée Générale féministe, composée des syndicats CGT, FSU, Solidaires, d'associations comme Attac 21, LDH, et de collectifs et d'individu·e·s, prépare cette journée.

Qu'est-ce qu'une grève féministe ?

La grève, on connaît... c'est l'arrêt du travail pour une heure, une journée, ou de façon illimitée, pour obtenir la satisfaction de revendications, appuyer une négociation... La **grève féministe**, c'est la grève de toutes les tâches qui incombent aux femmes, pas seulement le travail, mais les tâches, matérielles ou pas, qu'elles accomplissent tout au long de la journée.

C'est donc déjà la **grève du travail salarié** pour obtenir l'égalité au travail. Et la grève des étudiantes, stagiaires, apprenties, toutes concernées. Mais c'est aussi la **grève à la maison** : pas de cuisine, de ménage, de soin aux enfants ce jour-là, pas d'enfant à mener au foot ou à la garderie, pas de liste de courses, pas de rendez-vous à prendre à l'école ou chez le médecin... toutes ces tâches que les femmes organisent, anticipent et accomplissent au quotidien. Et qui font peser sur elles une **charge mentale** qui ne diminue pas au fil du temps.

La dessinatrice Emma a popularisé cette notion dans une BD : il est intéressant d'explorer son blog !

<https://emmaclit.com/2017/05/09/repartition-des-taches-hommes-femmes/comment-page-1/>

Pourquoi une grève féministe ?

Parce que **côté travail**, c'est toujours l'inégalité qui prévaut : on sait (en particulier depuis le Covid) que la plupart des métiers essentiels sont exercés par des femmes. Si toutes les femmes faisaient grève, les écoles seraient presque toutes fermées, les commerces désertés, les cantines et les hôpitaux hors service, les personnes âgées sans soin, les services et lieux d'accueil sans réponse, le ménage des bureaux, des usines, des commerces pas fait... la machine s'arrêterait ! Et pourtant, **les femmes ont encore des salaires de 22 % inférieurs à ceux des hommes**. Sont-elles moins « utiles » ? intelligentes ? efficaces ?

Et quand elles ne travaillent plus, c'est pire : leurs pensions de retraite sont inférieures de 40 % en moyenne à celles des hommes. Même pour le paiement de la majoration « 3 enfants ou plus », les hommes sortent gagnants ! Or qui a eu la charge mentale et matérielle des enfants ? Encore majoritairement les femmes. La réforme projetée par Macron aggraverait encore les choses pour elles !

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047747?sommaire=6047805&q=ecarts+de+pensions>

Du côté de la maison, c'est pareil : la charge de travail domestique et le souci du bon fonctionnement de la petite entreprise « famille » est essentiellement assurée par les femmes : elles y consacrent 20 h 22 par semaine en moyenne, contre 8 h 38 pour les hommes. Et de nombreuses femmes assurent seules la charge de leurs enfants : les familles monoparentales, de plus en plus nombreuses, sont essentiellement assumées par les femmes.

Certes, l'égalité pour accomplir les tâches ménagères progresse chez les jeunes couples sans enfant et plutôt diplômés, mais elle a toujours du mal à s'imposer ailleurs. Et dès que l'enfant paraît, elle peine à exister : la naissance du 1er enfant a une incidence sur leur emploi pour 49 % des femmes et 14 % des hommes, celle du 2ème enfant pour 61 % des femmes et... 14 % des hommes !!!

Pour préparer la grève féministe du 8 mars, un appel et une caisse de grève :

Un appel à la grève féministe sera lancé début février par l'Assemblée générale féministe, qui organisera la journée du 8 mars, mettant en avant les luttes des femmes de toutes les minorités de genre. Et ce sont les hommes, alliés des luttes des femmes, qui seront sollicités principalement pour s'occuper des enfants.

Mais pour que les femmes en situation précaire puissent participer à la grève, l'A.G. prépare une caisse de grève qui permettra de compenser des pertes de salaire.

Pour remplir la caisse de grève, une cagnotte est en ligne :

<https://www.helloasso.com/associations/attac21/formulaires/1>

et un événement est organisé le 11 février aux Tanneries avec au programme :

- 19 h - 20 h 30 : un repas convivial, en soutien à la caisse de grève (à prix libre)
- 20 h 30 : une soirée théâtre-concert en soutien à la caisse de grève (entrée à 5€)
 - à 20 h 30 : spectacle "Cabaret Lip" par la compagnie l'Occasion
 - à 22 h : bal folk avec "le bout du banc"
 - à 13 h 30 boum queer féministe et performances de Gang Reine

Tous les bénéficiaires iront à la caisse de grève.

Et rendez-vous le 8 mars 2023 pour une grève féministe, en marche vers l'égalité !

Pour aller plus loin :

<https://www.parents.fr/etre-parent/maman/maman-et-travail/journee-des-droits-des-femmes-10-chiffres-qui-nous-rappellent-que-legalite-hommes-femmes-est-encore-loin-detre-acquise-13479>

<https://www.ouest-france.fr/societe/taches-domestiques-douze-minutes-de-plus-par-jour-pour-les-hommes-aux-35-heures-6703832>

<https://www.inegalites.fr/Taches-domestiques-l-egalite-progresse-dans-les-jeunes-couples#nh1>



La Lettre

n° 23

février 2023

Interview de Mireille Gauthier

Est-ce que tu peux te présenter et nous présenter le Secours Populaire ?

Je m'appelle Mireille Gauthier, et je suis secrétaire générale du Secours populaire de Quetigny depuis 2016. C'est un mandat de 2 ans, renouvelable en assemblée générale. Mon rôle, c'est surtout de coordonner les activités.

Le rôle a quand même beaucoup évolué entre le moment où j'ai pris mes fonctions et maintenant. On était alors à l'étroit dans une petite maison jumelée : les actions et l'effectif de bénévoles étaient réduits, le nombre de familles bien moindre qu'aujourd'hui. Ce n'était pas correct, on a essayé de trouver un autre lieu. La Ville nous a proposé le local du 6 bis rue des Marronniers, et on a pu développer des actions avec les mêmes bénévoles. Il a fallu que j'apprenne un peu tout : le Secours populaire est un monde un peu différent de celui où j'avais évolué dans le milieu associatif, et cela a représenté pour moi une lourde responsabilité. Depuis, l'équipe s'est étoffée, et je commence à limiter mes actions.

En 2022, nous avons aidé près de 120 familles, dont 95 pour l'aide uniquement alimentaire ; mais les aides financières, les aides aux vacances, à l'apprentissage individuel de la langue française, les jouets neufs, les places de cinéma pour les anniversaires... sont tout aussi nécessaires. Essentiellement, je coordonne. Je fais les demandes de subventions, j'établis les bilans d'activité, je rencontre les extérieurs, les institutions... Je suis encore assez présente parce que je tiens — ça me semble important — à être là aux distributions ou quand on réceptionne les achats ; mais je ne m'occupe plus des stocks, des commandes, des vacances... Matériellement j'entends, car je sais tout ce qui se passe. Je suis présente, j'organise et je coordonne. En fait, mon action est montée en puissance, et maintenant redescend un peu parce qu'on a une bonne équipe de bénévoles sur laquelle je peux vraiment me reposer.

Quelle est l'origine du Secours populaire ? Quels liens entre les différents échelons (national, départemental) ?

Le Secours populaire est né après la Deuxième Guerre mondiale, de la fusion du Secours français et d'une association d'aide aux victimes de leurs idées politiques. Quand les prisonniers de guerre et les gens des camps sont revenus, il y a eu cette fusion pour aider principalement les victimes du nazisme. Et puis, peu à peu, ces personnes ont été prises en charge différemment et le Secours populaire a continué son action envers toute la population, y compris les gens victimes de la pauvreté, victimes de la société.

L'organisation du Secours populaire français, c'est une organisation nationale assez étoffée, avec des bénévoles et pas mal de salariés, qui se divise en fédérations départementales. En Côte d'Or, c'est à Dijon, et cette fédération se divise en comités. Il y a sept comités en Côte d'Or : Quetigny, Chenôve, Genlis, Venarey les Laumes, Chevigny, Dijon et Is-sur-Tille.

Chaque comité intervient surtout sur son territoire. Quetigny est quand même un comité important ; on intervient surtout pour les habitants de Quetigny, et quelques gens extérieurs.

Et là où il n'y a pas de comité, c'est la Fédération de Côte-d'Or qui vient en aide ; c'est plus compliqué, le territoire est grand. Depuis cette année, la Fédération s'est dotée d'un camion qui va pouvoir circuler justement dans ces zones blanches où il n'y a pas de comité.

Quel est le lien de Quetigny avec la fédération, le national ?

Les comités sont en association. C'est l'intérêt d'avoir un comité. Par exemple, cette année, je souhaitais m'arrêter parce que j'ai eu quelques petits soucis de santé. Et dans la mesure où personne ne se sentait prêt à prendre la responsabilité de ce comité, on serait redevenu ce qu'on appelle une antenne : on serait resté dans les locaux, on aurait fait le même travail, mais tout aurait été piloté par la Fédération.

Quand on est un comité, on est une association, avec une identité juridique, une responsabilité juridique, un budget, un compte bancaire. On a quand même une certaine autonomie, mais bien sûr, on est quand même Secours populaire, donc on doit respecter les valeurs du Secours populaire. Toute notre comptabilité, par exemple, c'est nous qui la gérons, mais elle remonte à la Fédération, puis au national.

Et aussi, on a des relations directes, par exemple avec les autres associations, avec la municipalité. Ça ne veut pas dire que la municipalité nous aurait mis dehors si on était devenu une antenne Secours populaire... mais c'est plus simple, je dirais. On peut initier des actions, on peut rencontrer les gens, toujours dans le respect des valeurs du Secours populaire qui sont d'accueillir tout le monde sans faire cas de la religion, du sexe, de l'origine, de la couleur de peau, avec papiers ou sans papiers. Tous les comités ne fonctionnent pas de la même façon. Normalement, on ne veut même pas savoir quelle est la religion des gens. Nous, à Quetigny, on aide les personnes sans papiers, mais certains comités ne le font pas. Chaque fois que je vais aux réunions à la fédé, je trouve que ce n'est pas tellement normal, parce que, si on accueille tout le monde, on accueille toutes celles et tous ceux qui ont besoin de solidarité.

On n'a pas énormément de familles à Quetigny qui n'ont pas de papiers ; on doit en avoir quatre. Les personnes qui sont sans papiers sont surtout sur Dijon. On en a eu un peu plus, mais elles ont fini par être régularisées. Ces familles-là avaient déménagé à Dijon parce que la gendarmerie était venue frapper chez elles, donc elles s'y étaient réfugiées. Nous, on a continué à les aider parce qu'on savait qu'à Dijon, à l'époque, ce n'était pas le cas.

Depuis 2020, il y a eu la crise du Covid, l'inflation, la crise de l'énergie ; comment cela s'est-il ressenti pour le SP de Quetigny ?

En 2020, quand il y a eu la crise Covid, on n'a pas eu énormément plus de familles qui nous ont été adressées et qu'on a accueillies. Déjà elles n'osaient pas trop sortir, on s'est rendu compte qu'elles avaient très peur de la maladie. Et puis rapidement, l'État et le Département ont débloqué des aides ; ça a quand même amorti un petit peu le choc. Même chose en 2021 ; là, le nombre de familles a un petit peu augmenté. En 2020, nous, on avait fait un appel aux dons dans nos réseaux propres pour avoir un peu plus d'argent ; donc on a pu mieux aider les familles qui venaient alors qu'on n'avait pas beaucoup plus de familles. Et en 2022, par contre, la situation s'est aggravée, avec beaucoup plus de gens !... Pourtant le Département continue à débloquent certaines aides, mais — je pense — d'une façon bien plus stricte ; l'État aussi a diminué son aide, et les prix ont augmenté... On avait 70 familles en janvier, 81 en juin, et on en a 95 maintenant, ce qui représente 275 personnes aidées ! On ne pourra pas aller au-delà, surtout que dans nos locaux, on ne peut pas recevoir plus : les gens attendent dehors. Ce n'est pas bien ! Et nos réserves sont limitées...

Pendant le Covid, on a continué, on n'a jamais arrêté ! On allait distribuer chez les gens, on sonnait, et les personnes descendaient chercher leurs provisions.

95 familles reçoivent une aide alimentaire, en quoi consiste-t-elle ? Qui vous la fournit ?

L'Europe, en grande partie : c'est une convention passée entre le Secours populaire national et l'Europe : on reçoit donc des produits secs (farine, riz, lentilles, thon...) et on en a de moins en moins. Ce sont des surplus que l'Europe gère, et on a toujours la même chose, des pâtes, des pâtes, des pâtes, du riz, du riz... On achète le complément, l'huile... C'est pour ça qu'il nous faut de l'argent !

Jusqu'à il y a deux ans, on faisait une "ramasse", à Carrefour, de produits qui n'étaient pas vendables : Carrefour, derrière dans les quais, nous mettait des caisses de produits qui ne tiendraient pas du samedi au lundi. C'était très difficile à gérer entre les familles, parce que c'étaient des quantités imprévisibles, et il fallait y aller le samedi (jour de distribution). Des fois c'était bien, des fois moins bien... Et en 2021, on s'est rendu compte qu'on n'avait plus que de la pourriture, de la poubelle ! Quand j'ai rencontré le directeur de Carrefour à qui j'ai demandé si ce serait comme ça tout le temps, il m'a dit : « Vous savez, on n'est pas des philanthropes... » En fait, chaque fois qu'on récupérait des choses qui n'étaient pas vendues, on signait un papier, et ça leur donnait droit à un dégrèvement fiscal... En 2021, l'État a décidé de diminuer ce dégrèvement, donc c'était beaucoup moins intéressant pour Carrefour. Ils ne nous donnaient plus que ce qui était très abîmé. On ne va pas faire déplacer des bénévoles le samedi matin, surtout pour recevoir et donner des aliments pourris (on en jetait les 3/4), puis signer des papiers en plus ! On s'est dit : il faut plutôt avoir des sous et payer des produits frais : on achète des fruits et légumes chez un primeur en gros, des laitages dans une fromagerie.

Et la Banque alimentaire ?

On ne l'utilise pas beaucoup, parce que la Banque alimentaire reçoit comme nous des surplus de l'Europe, et elle a aussi ce qu'elle récupère, que les magasins lui donnent ! Il s'agit souvent de quantités assez petites, et nous, on n'a pas un système d'épicerie où on met tout sur les rayons jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus... En somme, si on ne peut pas donner la même chose à tout le monde, on a des gestions

assez compliquées. On a donc décidé de préparer des sacs pour toutes les familles avec les mêmes produits, en proportion de la taille de chaque famille. La Banque alimentaire nous envoie tous les mois la liste de ce qu'on peut récupérer ; parfois on y va, parfois non. C'est dû à notre organisation, et non à un choix de ne pas travailler avec la Banque alimentaire.

On ne fait pas de collecte alimentaire, les gens peuvent être lassés de donner. On préfère les dons en argent, car on ne donne pas que de l'alimentaire : on attribue aussi des aides financières. On peut aider pour l'achat de titres de séjour, qui sont quand même très très chers — maintenant le CCAS commence à faire des aides au titre de séjour, ce qui n'était pas le cas il y a quelque temps —, des aides pour acheter une machine à laver : toutes les familles qu'on a sont ric-rac, n'ont rien ou ont très peu ; quand la machine à laver ou la voiture tombe en panne, c'est un problème ! Elles nous demandent de les aider, et on leur donne en général. On peut aussi faire de l'aide aux vacances, on donne des jouets pour Noël, on attribue des places de cinéma...

Qui sont les personnes qui bénéficient de l'aide du Secours populaire ? Comment viennent-elles jusqu'à vous ?

Les familles viennent à nous par l'intermédiaire des travailleurs sociaux ; on ne fait pas d'aide sans eux. Il y a des gens qui peuvent venir sur les conseils d'un voisin, en dépannage ; on leur fait alors des colis d'urgence, puis on les renvoie vers un travailleur social (sauf celles et ceux qui n'ont pas de papiers) du département ou du CCAS, parce qu'on ne connaît pas forcément ce à quoi les différentes personnes ont droit. Nous, on ne peut intervenir qu'en complément des services sociaux. Car il y a des institutions, des aides qui existent, et les gens doivent pouvoir en bénéficier ; on n'y penserait pas forcément (bourse pour les enfants...). Et on se dit que nous, on n'a pas forcément à tout connaître. On n'est pas tenu à un secret professionnel, même si on le respecte, alors qu'un travailleur social l'est. Et il pose les bonnes questions, il est en lien avec d'autres institutions ; c'est pour ça que ça nous semble important. Nous, on intervient après le droit commun. Et ça nous "borne" aussi un peu, parce que les familles qu'on a sont vraiment dans le besoin, mais on pourrait nous "baratiner", et on veut que les ressources qu'on a soit vraiment destinées aux familles en situation de précarité. Or, on se rend compte que c'est le cas ! Les familles qui trouvent du travail ou dont les enfants s'en vont nous le disent très rapidement : « je ne vais plus avoir besoin de venir ». C'est pour ça que, quand j'entends que les gens viennent alors qu'ils n'en ont pas la nécessité, non ! Cela peut être le cas à la marge. Au contraire, bon nombre de personnes viennent en pleurant, en disant : « je ne croyais pas un jour avoir besoin du Secours populaire » ! À l'exception des familles qui viennent de l'étranger (réfugiées) elles sont prises en charge assez rapidement par les travailleurs sociaux dans les CADA, et elles savent qu'elles peuvent avoir une aide. Mais leur souhait, c'est de trouver du travail ! On voit bien toutes les familles qu'on a : ce qu'elles veulent, c'est travailler ! et ne plus venir ! Souvent ce sont des mères avec enfants quand les maris sont partis, ou à cause d'un problème de santé, elles sont en pleurs et nous disent : « on n'aurait jamais cru devoir venir » ; ça nous fait mal, quand même !

Les gens qui viennent dans ces associations-là, franchement, ce sont des gens qui en ont besoin !

Et les étudiants ?

Les étudiants, non, ils ne viennent pas. Il y en a assez peu sur Quetigny, ou alors ils sont aidés par les associations étudiantes. Deux se sont montées pendant le Covid, et elles sont assez actives. On en a de temps en temps, on les aide, mais on leur dit « allez voir sur le campus ou au Crous ».

Quel est l'âge, le "profil" des personnes qui viennent ?

On a tous les âges, des jeunes seul-e-s, et des gens qui ont jusqu'à 84 ans ! On a 5 ou 6 personnes de plus de 80 ans, qui ont des petites retraites, des pensions de réversion, très peu de revenus. Le minimum vieillesse, c'est vraiment le minimum ! Les charges augmentent, on ne sait pas ce que ça va donner... Même si la Ville donne un chèque énergie, c'est un fusil à un coup ! Et on a 33 % de familles monoparentales ; c'est quand même pas mal !

Quelles sont les sources de financement ?

On a les dons des particuliers ; ça représente à peu près 8 000 € par an. Ce n'est pas négligeable. On a les subventions : une subvention de la Ville de Quetigny qui n'est pas énorme, qui a été de 2 200 € l'année dernière (en argent), une subvention du Département de l'ordre de 1 000 € et une subvention que j'ai demandée (on ne sait pas toujours ce à quoi les associations ont droit) le FDVA, géré par Jeunesse et Sports, de l'ordre de 1 000 €. On a de petites subventions, et ce ne sont pas elles qui nous font vivre. Ce sont les dons et toutes les actions que nous menons.

Avant, il y avait ce que l'on vendait dans la boutique (vêtements, accessoires... que les gens nous donnent), on vendait pour 3 ou 4 000 € de marchandises par an. Et puis on s'est dit qu'il nous fallait plus d'argent. J'ai demandé à la Ville de nous prêter un local, et elle met à notre disposition à peu près une fois par trimestre un local Place Centrale, dans la Maison du Projet. On pourrait le faire plus souvent, mais cela nous demande énormément de travail ! Et on n'a pas toujours d'objets nouveaux à vendre. Donc on fait ce qu'on appelle "la boutique éphémère", qui nous rapporte à peu près 9 000 € par an. Ajouté à cela, on va une fois par an à la Péniche Cancalle (on fait jouer nos réseaux), où il y a un autre public.

L'essentiel de nos ressources, ce sont celles qu'on se procure nous-mêmes. Pour 2022, on est à peu près à 13 000 €. C'est difficile d'aller au-delà.

Avant, la boutique du Secours populaire (et la Fédé voudrait qu'on fonctionne encore comme ça), c'était un "vestiaire solidaire" : les gens qui en avaient besoin disposaient d'un vestiaire soit gratuit, soit très peu cher. On continue à faire ça. Les familles qui n'ont rien du tout viennent une fois par saison, et prennent des vêtements. C'est gratuit, ou ça ne coûte presque rien du tout.

Mais comme le nombre de familles augmente et qu'on a besoin d'argent, on s'est dit qu'il fallait que cette boutique serve à quelque chose, et qu'elle rapporte aussi... d'où le nom de "boutique" ! Ce n'est pas forcément dans la ligne de la fédération (d'où l'importance d'être une association indépendante), mais nous ça nous semble important. Ça nous permet d'acheter de la nourriture plus correcte, de faire des dons financiers, de donner des opportunités de partir en vacances...

N'importe qui peut venir, il faut que n'importe qui vienne acheter. Ce n'est pas cher : les gens peuvent donner plus ! On ne fait pas les mêmes prix entre le « vestiaire » et la « boutique ».

Et quelle est la participation des bénéficiaires, soit aux actions du Secours Populaire, soit financièrement?

Ils tiennent à participer, à acheter les vêtements, ça c'est sûr ! Pour la distribution alimentaire, on demande une participation d'1 € par personne et par mois. On donne des colis alimentaires qu'on évalue entre 40 € et 180 € par mois selon la composition des familles. Mais on ne demande rien à la

moitié d'entre elles : même 1 € de la part d'une famille de 7, c'est beaucoup. Plus de 50 % des familles ont un reste à vivre par jour et par personne de 5 €... et on préfère avoir des financements qui nous permettent la gratuité, sachant que quand la situation de la famille a un peu changé et qu'elle peut payer, elle participe.

Est-ce que des bénéficiaires qui « s'en sortent » deviennent des bénévoles ?

Ça arrive, mais pas tant que ça parce qu'ils ou elles sont occupé·e·s par le travail, les enfants... Surtout, les hommes travaillent. Pour les hommes, c'est très difficile de venir dans une association d'aide comme bénéficiaire ! Ce sont surtout les femmes qui viennent. Quant aux adolescents, les garçons ne viennent pas... On voit les mères qui repartent avec les sacs, on demande : « et vos garçons alors ? » ; ils en bénéficient, quand même... mais on ne veut pas trop se mêler de leur vie.

Quelques-uns de nos bénéficiaires sont bénévoles, mais pas tant que ça... On peut penser : « c'est normal de rendre ce qu'on reçoit, et c'est une fierté ». Mais moi, je me dis que les gens viennent là parce qu'ils ont besoin qu'on les aide. Quand ce n'est plus le cas, ils passent à autre chose, et c'est normal. Je n'aime pas « je te donne, mais il faut que tu me rendes... ». Ce n'est pas la position dominante dans notre comité. Si les bénéficiaires nous demandent : « On peut venir vous donner un coup de main ? », on va répondre « oui », mais seulement si eux le disent... Parfois, certains proposent de porter des gros sacs.

Vos moyens humains sont-ils suffisants ?

On doit dire que non... S'il est vrai qu'on n'a pas trop de difficultés pour trouver des bénévoles, il n'y a pas de jeunes, parce qu'ils sont en études ou en recherche de formation, parce qu'ils ont des boulots, des gamins... Moi, ça ne me choque pas !

Combien de bénévoles êtes-vous ?

À peu près 25 bénévoles ; c'est bien, et ceux qui viennent régulièrement sont une quinzaine. Dans notre bureau, on est 14 ; c'est énorme ; ces gens se sentent impliqués, ils se réunissent tous les mois. On élargit nos réunions à tous les bénévoles une fois par trimestre ou quand le besoin se fait sentir. Mais il y a aussi quelques personnes qui n'ont pas beaucoup de temps pour s'investir, et me disent « C'est trop »...

Par rapport à d'autres comités, c'est à peu près équivalent ?

Non ; on a plus de bénévoles que d'autres comités. Peut-être avons-nous su développer des actions qui ne relèvent pas du misérabilisme... On n'est pas dans l'assistanat, donc les gens qui viennent trouvent un sens à ce qu'ils font. Je pense que dans notre unité, tous les bénévoles savent pourquoi ils sont là. Ils n'y sont pas simplement pour s'occuper !

C'est plus moderne que les dames patronnesses d'autrefois, quand on donnait un café, un colis, quand on était gentil et puis voilà !

Nous avons connu des bénévoles qui étaient dans cette approche-là, et, parce qu'on a fait changer les choses, ceux-là ne sont plus revenus... Est-ce bien, est-ce mal ? Je n'en sais rien ; en tout cas, on fonctionne comme ça !

Vous savez, le jour où il y aura un·e autre secrétaire général·e, il y aura peut-être une autre tendance... Mais pour l'instant, on est plutôt content de venir au Secours populaire, on échange !

Et au niveau matériel, est-ce que vos moyens sont suffisants ?

On a été très heureux quand on est parti de la petite maison de la rue des Vergers, vraiment trop petite pour nos actions, et quand la Ville nous a proposé le château des Cèdres ! Quand on y est arrivé, on avait une trentaine de familles, et la salle centrale permettait de les accueillir.

Puis l'utilisation des salles a été remaniée : Il y a un rez-de-chaussée et deux étages (avec des escaliers assez raides ; c'est d'ailleurs pour ça que le centre de loisirs a dû déménager, pour des raisons de sécurité). Maintenant on éclate dans les murs, on n'a pas suffisamment de place pour la boutique, pour la réserve, pour les collectes de jouets neufs qu'on donne pour Noël, pour les anniversaires... Ça tient beaucoup de place, les jouets !

Les vêtements que les gens nous donnent occupent de la place aussi. On a récupéré ce qu'on appelle "le petit chalet", une cabane en bois, où les gens peuvent maintenant nous donner du petit matériel, du petit électroménager... c'est bourré à craquer, cette chose-là, mais ça nous fait des sous ! Les gens nous donnent par exemple un vélo dont leurs petits-enfants ne se servent plus, et nous les vendons pour 10 €, c'est bien.

Quant à l'ancienne salle d'accueil, la salle centrale, elle est occupée par les colis alimentaires, donc les gens sont obligés d'attendre dehors, ce qui pose un problème quand il fait froid ; ce n'est pas très digne ! Ça fait plusieurs fois que je rencontre le maire, et que je lui dis : « Rendez-vous compte, on en est à 95 familles, ce n'est plus possible si on arrive à 100 ! ». La mairie comprend, elle est de bonne volonté, elle cherche des locaux, elle nous en prête, on ne paie pas les fluides ou le chauffage, on paie juste le téléphone ; c'est important. Elle le fait pour pratiquement toutes les associations.

Moi j'avais demandé si on ne pouvait pas avoir l'ancienne crèche... mais apparemment ce n'est pas possible, il y a un projet immobilier dessus. Il est vrai qu'il n'y a pas tellement de locaux disponibles sur le parc de la Ville.

Justement, par rapport à l'évolution de la société, à la pauvreté grandissante, comment pensez-vous que cela va évoluer ?

Je ne sais pas, on se pose des questions ; je pense quand même déjà que la situation financière des familles actuellement suivies ne va pas s'arranger... En 2023, tout le monde s'accorde à dire que le 2ème semestre va être très difficile parce que l'État ne va pas continuer à "alimenter" avec les sommes actuelles. Même si on dit que le chômage a baissé — et moi je veux bien croire tout ce que l'on me dit — les gens qui ont des emplois très précaires, sur de très courtes périodes, sont les 9/10èmes des personnes que l'on suit. Une forte majorité travaille au mieux à 30 %. Si on ajoute la réforme des droits au chômage, c'est maintenant très difficile de "compenser" pour une personne qui ne travaille que ces petits temps-là.

Il existe un autre problème qui découle du précédent : c'est que pour travailler, les gens bougent et arrivent d'autres départements ;

il n'y a pas de suivi, pas toujours de transmission d'informations. Les personnes, aussi, qui passent du chômage ou de la maladie à l'Allocation Adulte Handicapée (AAH) restent 3 à 4 mois sans rien ; le versement du RSA, il suffit qu'il y ait un papier qui manque pour qu'on doive attendre 10 semaines sans rien. Ces situations sont ubuesques. Certes, il y a un rappel, mais ces personnes-là se sont endettées en attendant. Donc on les enfonce un peu plus...

Que peut-on faire d'utile pour ces personnes ? Déjà la continuité ?

Faire en sorte qu'il y ait une continuité dans tous leurs droits... et puis — mais ça, c'est un vœu pieux — qu'il y ait du travail ! Les gens veulent un emploi, ils ne veulent pas recevoir des aides. Il faut partager le travail, les familles ne demandent pas à avoir des mille et des cents !

Ce qui est difficile aussi, ce sont les familles qui ont des ados, parce que souvent ceux-ci ne réfléchissent pas comme les adultes ; ils sont très sollicités par les marques. Et on a des mères seules — pas la majorité certes — qui se sentent obligées de céder aux demandes (de leurs fils le plus souvent). Les garçons sont dans des bandes, ils grandissent, et si on ne leur donne pas les baskets ou le téléphone qu'ils souhaitent... Un exemple : cet été, une dame dont le gamin de plus de 16 ans voulait aller à Paris, lui a tout payé, l'hôtel, le restaurant... ça lui a coûté 450 € ! Devant mon incompréhension, elle m'a dit « Oui, mais autrement il se met en colère ». Même si ces gamins sont suivis par des éducateurs, ça reste difficile pour les mamans avec des ados !

Dans nos familles, il n'y a que 3 pères seuls avec des enfants, et 30 mères. Il est vrai que parfois les pères sont présents et participent financièrement ; mais ce n'est pas la majorité, et c'est très difficile pour les mères.

Voilà le modèle de société de consommation qu'on nous donne... En quelque sorte, la pauvreté est encore difficile à assumer pour les adolescents ; ils doivent faire face avec encore plus d'adversité. Du coup ils s'en prennent à leurs parents, ils leurs disent : « t'as même pas les moyens de me payer ça ». Oui, on peut le dire !

Il faudrait avoir plus de moyens ; nous, on cherche à développer toutes nos boutiques, dont les "éphémères" qui nous permettent d'acheter de l'alimentaire... même si tout est plus cher aujourd'hui ; mais elles nous demandent énormément de travail ; c'est extrêmement fatigant, parce qu'il faut tout déplacer pour très peu de temps... et on n'a pas de camion. On arrive quand même à emprunter des véhicules à la Fédération de Côte d'Or ; on utilise beaucoup nos véhicules personnels ; mais bon, pourquoi pas ?

On arrive à équilibrer l'alimentaire, mais souvent, pour ce poste-là, les gens ont d'autres possibilités, ils ont les Restos du Cœur... mais les bénéficiaires nous disent que ce qu'on donne, par exemple les fruits et légumes, sont beaucoup plus beaux qu'à Epimut parce que ce sont des choses qu'on achète.

On est sur un créneau qui n'est pas couvert par d'autres, c'est indispensable. J'insiste par exemple sur les départs en vacances, et surtout sur l'autonomie. La Fédération des "Secours Pop" organise des journées de vacances, qu'on appelle "les oubliés des vacances" ; elle organise aussi pour les seniors des petites

semaines dans de très beaux lieux ! C'est vraiment bien, mais on s'est aussi rendu compte que les familles souhaitent — et ont besoin de sentir — qu'elles ont la capacité de partir seules, en autonomie.

J'aimerais qu'au comité de Quetigny, on développe ce créneau original. C'est un bénévole qui s'en occupe ; il permet aux gens de partir en famille, seuls, ou bien d'aller voir une autre partie de la famille : aucun autre organisme ne les aide sur ce créneau. Moi, ça me semble vraiment important. Partir, ça fait du bien, ça permet de s'extraire des problèmes du quotidien. Pourquoi les personnes qui vivent des problèmes n'auraient-elles pas le droit de partir ? C'est d'autant plus important que, bien souvent, leur cadre d'habitation est moins bon que la moyenne. Mais pour développer cela, il faut de l'argent, et cette année, c'est sur ce point que j'ai insisté dans notre demande de financement au Conseil Général.

Et puis, il y a la participation aux opérations nationales de la Fédération, par exemple l'été dernier, 3 jours dans un Center Parc : c'est très limité car il n'y a pas beaucoup de places, 30 pour la Côte d'Or et 3 pour Quetigny... mais les gens étaient émerveillés, ils se retrouvent au milieu des autres sans distinction de niveau de vie. Ils ont notamment beaucoup apprécié les buffets de petits déjeuners où tout est à volonté... Pour eux, c'est impensable !

Peux-tu nous dire comment le Secours populaire se situe et s'articule par rapport à d'autres associations d'aide aux personnes, particulièrement le Secours catholique ou l'action collective de certaines paroisses sur les repas-accueils-services offerts aux migrants (pour Quetigny, le mercredi à la Visitation) ?

On ne fonctionne pas du tout de la même manière : le Secours catholique n'a pas d'autonomie locale comme nous, leurs bénévoles sont plus âgés, surtout sur Quetigny, et les moyens d'aide sont différenciés mais complémentaires ; les relations sont très bonnes. Sinon, nous nous rencontrons aux réunions du CCAS dont nous sommes tous les deux membres. Quant à la Visitation, nous leur faisons une certaine forme de « publicité » car nous ne servons pas de repas ; là encore, c'est complémentaire. Nous leur donnons aussi quelquefois des surplus alimentaires pour les repas, surtout des stocks de l'Union Européenne, dont les denrées (en général sèches) sont souvent énormes sur des créneaux très ciblés... ce qui ne nous permet pas de suffisamment diversifier.

Y a-t-il des remarques, des souhaits, des demandes à formuler auprès des lecteurs et lectrices de la *Lettre de Réinventons Quetigny* ?

Le premier souhait, c'est évident, les dons. Ensuite, il y a les bénévoles... et surtout les hommes : on en manque, surtout des jeunes !

Mais j'insiste surtout sur les dons, si possible les dons réguliers qui permettent d'avoir une vision précoce sur le long terme, même si les montants individuels sont petits.



La Lettre

n° 23

février 2023

Lettre ouverte à tous les médias de Côte-d'Or

Nous nous associons pleinement à cette lettre publiée par les associations citées en bas de page, dont nous partageons les constats et les revendications.

Elle a été adressée aux médias suivants : AFP, autoroute info, auxois-fm.fr, Bing Bang Mag, Cherie FM, Dijon l'Hebdo, dijonbeaunemag.fr, dijoncter.info, Echo des communes, France 3 Bourgogne, France Bleu Bourgogne, Fun radio, info-beaune.com, infos-dijon.com, K6fm, Le Bien Public, Le Journal du Palais, lechatillonnaisetlauxois.fr, lejacquemart.com, radio campus Dijon, RCF, Sparse, TF1 Dijon, tracescritesnews.fr, Virgin Radio.

Madame, Monsieur,

Le consensus scientifique est clair, puissant : la dérive climatique et le déclin rapide de la biodiversité s'accroissent, et nos activités humaines en sont la cause. Les impacts sur notre écosystème et nos sociétés humaines sont généralisés et, pour beaucoup, irréversibles. L'une après l'autre, les limites planétaires sont dépassées : près de la moitié de l'Humanité vit déjà en situation de forte vulnérabilité.

Dans son sixième rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) insiste sur le rôle crucial des médias pour « cadrer et transmettre les informations sur le changement climatique ».

Il vous appartient, rédactions et l'ensemble des journalistes d'informer sur l'emballage du Climat et les innombrables solutions que nous devons mettre en œuvre d'urgence, citoyens comme élus.

Face à l'urgence absolue de la situation, alors que notre région aussi est touchée, nous (11 associations, collectifs et structures agissantes écologiques de Côte-d'Or représentant plusieurs centaines de personnes), vous interpellons pour vous demander de vous engager à être à la hauteur des enjeux climatiques, sociaux et environnementaux dans votre travail et d'intégrer pleinement ces enjeux dans le traitement de l'information.

Nous vous demandons de rejoindre les [nombreux médias nationaux](#) et les 1 200 journalistes qui avancent sur ces problématiques, notamment avec la [Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique](#), rédigée par un collectif de journalistes.

Dans votre profession, la formation continue nous apparaît importante, pour délivrer une information de qualité, apporter des explications avec une vue d'ensemble, faire la promotion des solutions et non pas juste un constat de la situation.

Enfin, il nous semble aussi vital de vous interpeller sur les annonces publicitaires. Que penser de l'impact de votre média si celui-ci affiche de la publicité pour une entreprise dont l'activité est néfaste à la préservation du vivant et accélère le dérèglement climatique ? Que ce soit pour la promotion d'une banque trop peu engagée voire [climaticide](#), d'une [voiture surdimensionnée](#), de [voyage en avion](#), de [vêtements non écoresponsables](#), [d'appareils de haute technologie en surnombre](#) etc. Il vous incombe de réfléchir à votre responsabilité dans la surconsommation !

Dans l'attente de la publication de votre engagement écologique dans votre média, veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les professionnels de l'information, nos plus sincères salutations.

Signataires de cette lettre :

Les Amis de la Terre Côte-d'Or, Greenpeace Dijon, La Recyclade, Confédération Paysanne de Côte d'Or, Oxfam Dijon, XR Dijon, La Chaîne Verte, AssoEnScene, Ethique sur l'étiquette, Rézo Fêt'Art, ATTAC21



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 23

février 2023

Iran, Russie, Pologne : les femmes en première ligne !

En Iran, en Pologne, en Russie, et dans bien d'autres pays du monde, les femmes sont en première ligne pour la liberté et l'égalité des droits. Que ce soit lors de manifestations spectaculaires ou dans l'action au quotidien, leur mobilisation vise à une transformation des sociétés pour l'émancipation de tou-te-s.

En Iran, à la suite de la mort de Mahsa Amini le 12 septembre 2022, une jeune femme kurde de 22 ans détenue par la police des mœurs à Téhéran, des manifestations importantes ont éclaté aux cris de « Femme, Vie, Liberté ». Les manifestant-e-s demandent la fin des lois sur le roosari (ou hijab) obligatoire. Des milliers de manifestant-e-s ont été arrêté-e-s et des coupures d'Internet mises en œuvre pour freiner la diffusion d'informations. Des femmes se rasent la tête, mettent le feu à leur roosari et crient « À bas la république islamique ! ».

Depuis, les manifestations et les grèves n'ont pas cessé, et ce sont principalement les femmes qui mènent le combat contre le régime des mollahs, malgré une répression féroce qui a fait des centaines de victimes. En dépit des risques, les contestataires sont descendu-e-s dans la rue, en particulier les femmes, qui se tiennent devant des chars, des lances à incendie, des mitrailleuses et des gaz lacrymogènes.

Si les mots d'ordre féministes constituent le socle commun permanent de ces mobilisations, les manifestant-e-s dénoncent les inégalités économiques, expriment des exigences sociales et démocratiques et en appellent clairement à un renversement du régime. En Iran, ce ne sont pas les femmes contre les hommes, ce sont les femmes et les hommes contre le fanatisme. Déjà en 1852, la poétesse et théologienne Fâtimih Baraghâni, première femme condamnée à mort pour avoir retiré son voile, avait prononcé ces derniers mots, tellement d'actualité aujourd'hui : « Vous pouvez me tuer quand vous voulez, mais vous ne pourrez pas arrêter l'émancipation des femmes » (Femmes et Religion de Susan Maneck).

En Russie, après les premières manifestations contre la guerre en Ukraine, très vite réprimées, ce sont les femmes qui sont en première ligne pour protester et tenter d'empêcher la mobilisation de leur fils, de leur frère ou de leur mari en vue d'une guerre qu'elles condamnent. En témoignent les actions menées en Bouriatie, au Daghestan, en Yakoutie, et même en Tchétchénie par des femmes dont la résistance spectaculaire à la guerre a été largement diffusée dans nombre de médias occidentaux.

Parmi ces résistances extrêmement difficiles dans un régime que l'on peut désormais qualifier de « fasciste » ([lire ici](#)) par plusieurs aspects, il faut mentionner l'action de la FAS (résistance féministe contre la guerre), une « fédération » semi-clandestine de 45 organisations et de groupes locaux présents dans 90 villes en Russie et dans 30 pays ([lire ici](#) et [ici](#)) qui s'oppose à la guerre depuis l'invasion de l'Ukraine. Dans son manifeste fondateur, la FAS stipule que « le féminisme, en tant que force politique, ne peut être du côté d'une force d'agression et d'une occupation militaire ».

Piquets silencieux et femmes en noir, imitées des manifestations de femmes polonaises pour le droit à l'avortement, font partie de ses actions les plus spectaculaires. Si cette organisation s'adresse au public jeune et féministe des grandes villes, elle fait aussi paraître un journal, *Genska Pravda* (« la Vérité des Femmes ») qui s'adresse à un public plus âgé, en premier lieu celui des « femmes au foyer », où recettes culinaires et anecdotes cohabitent avec des extraits de publications de médias indépendants qui informent sur la guerre et les résistances à cette guerre.

En Pologne, nous assistons à une marée montante du féminisme depuis une dizaine d'années, et particulièrement depuis 2016 lors des manifestations spectaculaires contre le projet du PIS (parti de la droite ultraconservatrice au pouvoir), avec l'appui de l'Église polonaise, d'imposer de nouvelles restrictions au droit à l'avortement supprimé en 1993. Ce projet visait à interdire ce droit en cas de malformation du fœtus, qui représentait 95 % des avortement légaux en Pologne tandis que 100 000 avortements clandestins ont lieu chaque année dans le pays ou à l'étranger (Fédération des femmes et du planning familial). Devant les fortes mobilisations, le projet a été provisoirement abandonné, mais repris par la cour constitutionnelle en 2020. Désormais, toute IVG est interdite en Pologne, sauf en cas de viol ou d'inceste ou lorsque la vie de la mère est en danger. Ce nouveau recul de droits a provoqué une mobilisation générale sans précédent à l'appel de la « Grève des femmes », le principal mouvement à l'origine des protestations. Des centaines de marches ont été organisées, avec une participation active des jeunes femmes et avec des actions radicales : blocage des rues dans des centaines de villes, interruption d'offices religieux, slogans très violents vis-à-vis du pouvoir et de la hiérarchie catholique ([lire Inprecor](#)).

La lutte contre l'avortement a aussi été le catalyseur d'une mobilisation plus large face à un recul des droits des femmes et de leur place dans l'espace public : pas d'éducation sexuelle à l'école, contraception très coûteuse, prescription obligatoire pour la pilule du lendemain...

Ce réveil du mouvement des femmes relayées par les femmes députées de la Gauche (Lewica) au Parlement pourrait bien être le signe avant-coureur d'une véritable révolution démocratique en Pologne.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 23

février 2023

Ils détruisent même des écoles !

Qui arrêtera l'État d'Israël dans sa destruction de ce qui reste de la Palestine militairement occupée depuis 56 ans ? Non content d'emprisonner et d'assassiner des enfants, ce sont maintenant leurs écoles que les bulldozers de l'armée ont commencé à raser pour laisser place nette à une... « zone de tir » dans la région d'Hébron.

Comme le Mur, comme les colonies et leurs 800 000 colons, comme l'annexion de Jérusalem, comme les déportations de populations autochtones, la destruction d'écoles en territoire occupé est illégale au regard du Droit international et constitue un crime de guerre.

Quant au crime contre l'Humanité que constitue l'apartheid en Israël Palestine, il est désormais reconnu par toutes les organisations de défense des Droits humains.

Les accusations de terrorisme et d'antisémitisme ne marchent plus auprès des gens honnêtes ; dans le cadre de deux ou d'un seul État — celui de tous ses citoyens —, il n'y aura pas de paix sans justice, et pas de justice sans respect du Droit et des Droits.



LE COIN DES ENFANTS : Le jeu des citations

Miaou à tous ! Pour ces vacances, je t'invite à découvrir le « jeu des citations », qui peut se pratiquer seul ou à plusieurs...

Je te propose, pour chacune, 3 noms ; à toi de découvrir leur véritable auteur (indice : tu peux consulter la liste des personnalités préférées des Français...).

BONNES VACANCES !

ZOÉ

- 1) « *L'humour a non seulement quelque chose de libérateur, mais encore quelque chose de sublime et d'élevé* ».

A) Pierre Desproges	B) Sigmund Freud	C) François Hollande
---------------------	------------------	----------------------
- 2) « *L'architecte d'aujourd'hui n'a pas de fleur à sa bétonnière* ».

A) Martin Bouygues	B) Rémi Détang	C) Jacques Prévert
--------------------	----------------	--------------------
- 3) « *Mon amour est une banque, j'ai le cœur à découvert* ».

A) Wilhem Justus	B) Brigitte Macron	C) Soprano
------------------	--------------------	------------
- 4) « *C'est ma fille qui m'a fait père* ».

A) François Mitterrand	B) Omar Sy	C) Zeus
------------------------	------------	---------
- 5) « *Il n'y a qu'en France qu'on fait des manifs qui ne servent à rien* ».

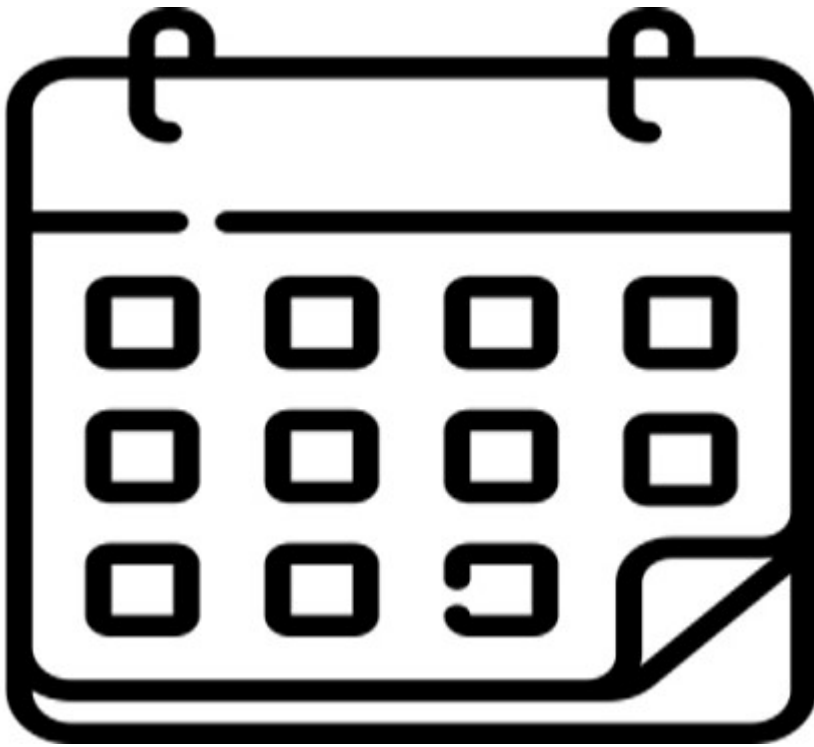
A) Gérald Darmanin	B) Louis XVI	C) Michel Sardou
--------------------	--------------	------------------

- 6) « Rien n'est bon ni mauvais en soi, tout dépend ce que l'on en pense ».
 - A) René Descartes
 - B) Vladimir Poutine
 - C) William Shakespeare
- 7) « On ira où tu voudras »
 - A) Éric Ciotti
 - B) Joe Dassin
 - C) Didier Deschamps
- 8) « Il y a beaucoup de pays où l'éducation et la culture rendent impossible l'expression du désir féminin »
 - A) Colette
 - B) Geneviève de Fontenay
 - C) Sophie Marceau
- 9) « J'ai une mémoire admirable, j'oublie tout ».
 - A) Alphonse Allais
 - B) François Rebsamen
 - C) Florent Pagny
- 10) « La souffrance, c'est très rassurant, ça n'arrive qu'aux vivants ».
 - A) Jean Rostand
 - B) Ebrahim Raïssi
 - C) Renaud
- 11) « Mon père est algérien, fier de qui il est et je suis fier que mon père soit algérien ».
 - A) Albert Camus
 - B) Éric Zemmour
 - C) Zinédine Zidane
- 12) « On n'est pas là pour se faire engueuler ».
 - A) Philippe Etchebest
 - B) Jean-Luc Mélenchon
 - C) Boris Vian
- 13) « Le comportement borné des hommes en face de la nature conditionne leur comportement borné entre eux »
 - A) Karl Marx
 - B) Patrick Pouyanné
 - C) Haroun Tazieff
- 14) « Ainsi nous pensons que 8 milliards d'humains peuvent ensemble bâtir un monde meilleur ».
 - A) Emmanuel Macron
 - B) Optical Center
 - C) Élisée Reclus
- 15) « Un symbole est pour moi l'expression sensible d'une expérience intérieure intensément vécue »
 - A) Carl Gustav Jung
 - B) Louis Pasteur
 - C) Donald Trump
- 16) « On n'enseigne pas ce que l'on sait mais ce que l'on est ».
 - A) Jean Jaurès
 - B) Pap Ndiaye
 - C) Pablo Picasso
- 17) « Les enfants, c'est très intelligent vous savez, bien plus que les dauphins »
 - A) Jacques-Yves Cousteau
 - B) E.T. the Extra-Terrestrial
 - C) Florence Foresti
- 18) « Tout a un prix, ou bien une dignité ».
 - A) Emmanuel Kant
 - B) Stéphane Plaza
 - C) Socrate
- 19) « Même sans espoir, la lutte est encore un espoir ».
 - A) Nathalie Arthaud
 - B) Kylian Mbappé
 - C) Romain Rolland
- 20) « T'échappes à la police, pas aux statistiques ».
 - A) Olivier Dussopt
 - B) Jean-Jacques Goldman
 - C) Cédric Villani
- 21) « Le grand obstacle à la réussite est l'autocensure ».
 - A) Nelson Mandela
 - B) Michel Onfray
 - C) Thomas Pesquet

Ne te prends pas trop la tête, ce n'est qu'un jeu ; réfléchis, tu vas trouver...
Les réponses se trouvent page suivante.

Surtout, ne montre pas les réponses à tes proches, laisse-les chercher un peu.
Ils te diront merci !

1B. 2C. 3C. 4B. 5C. 6C. 7B. 8C. 9A. 10C. 11C. 12C. 13A. 14B. 15A. 16A. 17C. 18A. 19C. 20B. 21C.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 23

février 2023

**Dernier agenda de notre *Lettre*
(voir en bas de page)**

vendredi 10 février à 20 h 30

Girls to the front party

Litige (Grrrl Punk, Lyon), Baits (Indie Alternative, Vienne, Autriche), Dirty FrenchKiss (Punk garage, Nevers), Willie Softoil (Bas-Rock, Besançon)

Tanneries II, 37 rue des Ateliers, 21000 Dijon

Concert à la confluence de divers courants du punk, à l'initiative de Maloka, collectif punk de Dijon créé en 1989.

samedi 11 février de 14 h à 3 h du matin

Journée de soutien à la première grève féministe de Dijon et ses environs

À l'appel du collectif "25 novembre", avec le soutien de : CGT, FSU, Solidaires 21, ATTAC et LDH, coordination féministe

Espace des Tanneries, 37 rue des Ateliers (en mixité)

Accueil, ateliers, discussion sur les conséquences de la réforme des retraites sur les femmes, repas (à prix libre), théâtre et concert (5 €).

mardi 14 février à 20 h 30

Just'impro France-Québec

Tournoi d'improvisation proposé par *C'était qui déjà ?* (Stéphane, Fred, Simon et Helen)

M.J.C. Bourroches-Valendon, 31 bd Eugène Fyot, Dijon (SMS 06 18 19 56 88)

Les Québécois Pouce, Majeur, Index, Annulaire et Auriculaire reviennent pour une soirée just Love, Just Impro pour l'amour du jeu !

du mardi 21 février 13 h au samedi 4 mars 17 h

Exposition d'aquarelles

de Christine Froidurot

Médiathèque Lucien-Brenot, place du Général de Gaulle, Chevigny-saint-Sauveur (03 80 48 15 33)

De sobres et précises aquarelles aux tons délicats, qui révèlent avec grâce les traits marquants de l'architecture et des paysages...

mercredi 22 février à 20 h 30

Pietragalla : La Femme Qui Danse

Cette artiste singulière, en tournée après un triomphe à Paris, vit la danse comme un art total, multipliant les expériences.

Le Cèdre, 9 Esplanade de la République, Chenôve (réservation : Théâtre du Corps - contact : 01 43 75 48 01)

Pour célébrer ses 40 ans sur scène, celle qui fut danseuse Étoile de l'Opéra de Paris mêle ici chorégraphie, mémoire et oralité.

vendredi 24 février à 18 h 30

Commémoration : 1^{er} anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Conférence (entrée libre) animée par l'association Dijon Ukraine Besançon

Amphithéâtre, campus de Sciences Po, 14 avenue Victor Hugo, Dijon

Venez nombreux, par solidarité avec l'Ukraine, à l'heure de la nouvelle offensive de Poutine !

vendredi 24 février à 20 h 30

Gérémy Crédeville - "L'Affaire" - Guest : Virginie Hocq

Un enquêteur nul se voit offrir sa dernière mission avec une partenaire inconnue et l'aide d'un public plus ou moins fiable.

L'Écrin, Rond-point de l'Europe, 21240 Talant (03 80 44 60 93)

Important : amenez n'importe quel objet ce soir là ; certains seront intégrés dans cette enquête improvisée !

samedi 25 février à 10 h

Du web dans mon café

Autour d'un café, venez partager vos connaissances ou vos questions sur le numérique, dans une ambiance conviviale...

Bibliothèque municipale, 4 rue des Vergers, Quetigny (03 80 46 29 29)

Sur l'utilisation de votre téléphone, tablette, ordinateur ? votre vie privée sur Internet ? de nouvelles applications ? Rejoignez-nous !

samedi 4 mars à 20 h

Chanson plus bifluorée : Au revoir et merci !

Les rois de la parodie alternent leurs grands classiques, dans tous les styles, et de nouvelles compositions personnelles.

Le Polygone, parc de la Saussaie, Chevigny-Saint-Sauveur

Comme ils disent, "chanson poilante, mais pas que" ! Facéties et gags millimétrés accompagnent des qualités vocales hors pair...

mardi 7 mars à 20 h

Croire aux fauves, par Ume Théâtre

Comédienne: Émilie Fauchoux ; sur des textes de Nastassja Martin ; musicien : Michael Santos

Petit théâtre des Prairies, rue des Prairies, Quetigny (03 80 48 28 43)

Chez les Évènes, nomades de Sibérie, "Miedka" désigne celui ou celle qui a été touché-e par l'ours...

mardi 7 mars

Grande mobilisation pour nos retraites !

À l'appel de C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.F.E.-C.G.C., C.F.T.C., UNSA., Solidaires, F.S.U., UNEF, la Voix Lycéenne, FAGE, FID'L., M.N.L.

Toutes et tous en grève, manifestation à 14 h pl. de la Libération, Dijon !

L'unité syndicale a construit un mouvement social solide, déterminé, ancré dans le paysage social du pays. Mettons la France à l'arrêt !

mercredi 8 mars

Première grève féministe dijonnaise

À l'appel du collectif "25 novembre", avec le soutien de : CGT, FSU, Solidaires 21, ATTAC et LDH, coordination féministe

Place Wilson : forum des associations, repas, débat, manifestation, pot de l'adelphité, table ronde, film...

Mettons en avant l'injustice et les inégalités spécifiques que subissent les femmes avec ce projet de réforme des retraites !

samedi 11 mars à 20 h 30

Hubert-Félix Thiéfaine "replugged"

Après *Unplugged*, acclamé par plus de 70.000 spectateurs, Thiéfaine rebranche les guitares... pour des pépites emblématiques.

Zénith, parc de la Toison d'Or, rue de Colchide, Dijon

Le vétéran franc-comtois, progressiste, rocker, poète inventif et écorché vif, nous montre en 2023 qu'il a de l'humour et de la ressource !

samedi 18 mars à 20 h

Cali en concert : "ne faites jamais confiance à un cowboy"

Seul avec ses souvenirs vécus ou fantasmés, un homme se promène guitare en bandoulière : « Avant, j'étais chanteur »...

Espace Mendès France, 8 rue des Vergers, Quetigny (03 80 48 28 43)

Cali nous embarque en solo dans des chansons connues, confidentielles ou inédites, qui parlent de la vie d'avant, des gens qui manquent.

mardi 28 mars à 20 h 30

Match de basket J.D.A. Dijon contre Limoges C.S.P.

Dijon, actuel 4ème de pro A, rencontre le prestigieux Cercle Saint Pierre, actuel 9ème, tous deux en difficulté en Champions' League.

Palais des Sports Jean-Michel Geoffroy, 17 rue Léon-Mauris, Dijon

On attend beaucoup de Markis McDuffie, David Holston et Gregor Hrovat, très convaincants cette année, face à un CSP qui remonte la pente.

jusqu'au 7 mai de 14 h à 17 h 30 du mercredi au dimanche

Exposition "Anamnèse" de Jacques Braunstein

Rescapé de la Shoah, humaniste influencé par l'art primitif, le plasticien confère aux matériaux assemblés une valeur pathétique.

À l'Hostellerie, Centre d'Art Singulier, Parc du C.H. La Chartreuse, Dijon

Visites guidées gratuites tous les samedis à 15 h et le reste de la semaine sur rdv au 03 80 41 37 84.

Désormais, nous vous invitons à nous faire partager, sur la page d'accueil de notre site <https://www.reinventonsquetigny.com/>, vos coups de cœur ou vos envies sur les spectacles, visites, concerts, conférences, débats, expos, manifestations, sorties, compétitions, etc., à Quetigny et alentour. Il vous suffira pour cela de nous écrire à rquetigny@gmail.com (en précisant lieux, dates, horaires, etc.), avec si possible un lien vers un site pour donner des détails. Les modifications pourront être apportées au jour le jour. Notre équipe utilisera aussi cette page d'accueil pour vous informer de ses coups de cœur.